

AFRICA : 20 JUIN 2020 : [Burundi : S.E. NKURUNZIZA n'est pas mort de COVID-19 | SE Le Général Major NDAYISHIMIYE Evariste, nouveau President du Burundi | US Government Kills Black People | Sommet virtuel Chine-Union Africaine | La RDC dénonce l'incursion de l'armée angolaise sur son sol | ALGERIE / LIBYE : Crise libyenne - Le président Tebboune reçoit Favez Al-Sarraj]

- 0/ Le Président du Burundi S.E. NKURUNZIZA n'est pas mort de COVID-19 | SE Le Général Major NDAYISHIMIYE Evariste est le nouveau President de la République du Burundi
- 1/ RDC : Le juge Yanyi a bien été assassiné, c'est un meurtre !
- 2/ South Sudan parties agree on state governorships
- 3/ Ethiopia, Sudan, Egypt reach understanding on Nile dam
- 4/ New Species of Diamond Frog Discovered in Madagascar : Rhombophryne ellae
- 5/ US-Africa Coronavirus Fight Is Multi-Front Battle
- 6/ The US Government Kills Black People with Impunity Both at Home and Abroad
- 7/ Sommet virtuel Chine-Union Africaine / China, Africa Commit to Further Development, Security Cooperation
- 8/ Ghana : Ensure free, fair and peaceful primaries - President
- 9/ Côte d'Ivoire : AIP/ Le PDCI-RDA relève des anomalies au niveau de la révision électorale
- 10/ ANGOLA / RDC : La RDC dénonce l'incursion de l'armée angolaise sur son sol
- 11/ Guinée-Bissau / Turquie : Erdogan rencontre son homologue de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló
- 12/ ALGERIE / LIBYE : Crise libyenne - Le président Tebboune reçoit Favez Al-Sarraj, président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen



IMAGES : Le Phare, RTNB.BI, africa.cgtn.com, Mark Scherz, news.un.org, businessghana.com, aip.ci, aa.com.tr, algerie-eco.com, Presidence.bi

**** DIASPORA ****

HAÏTI :

Haïti-Insécurité : L'assassinat de l'éducatrice Farah Martine Lhérisson, un acte « crapuleux, révoltant et criminel », dénonce le Ministère de l'éducation

<https://www.alterpresse.org/spip.php?article25802#.Xusgj8bgrIU>

mercredi 17 juin 2020

P-au-P, 17 juin 2020 [AlterPresse] --- Le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (Menfp) condamne l'assassinat « crapuleux », dans la soirée du lundi 15 juin 2020, de l'éducatrice de carrière, Farah Martine Lhérisson, également écrivaine, et de son époux Lavoisier Lamothe, en leur résidence à Péguyville, dans la commune de Pétienville (à l'est de la capitale, Port-au-Prince).

« Cet acte révoltant et criminel doit interpeller toutes les forces vives du pays sur le degré grandissant de la violence gratuite sur les citoyennes et citoyens, endeuillant et affectant les familles haïtiennes », déplore le Menfp, dans un communiqué transmis à l'agence en ligne AlterPresse.

Il est temps de faire un front commun afin de dire non à l'inacceptable.

Cette enseignante émérite « a servi la république et a travaillé comme cadre au ministère de l'éducation nationale. Directrice de la formation et du perfectionnement, elle avait fait preuve d'un grand sens de responsabilité et d'éthique », fait valoir le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle.

Farah Martine Lhérisson faisait également preuve de fougue et d'engagement pour la revalorisation du métier d'enseignante et d'enseignant, poursuit le Menfp, qui invite les autorités judiciaires et policières à diligenter rapidement une enquête, afin d'identifier les criminels qui ont commis ce double meurtre, de les poursuivre en justice et de les condamner. [emb rc apr 17/06/2020 12:50]

GUADELOUPE :

« Will Academy » : une quinzaine de stagiaires reçus au Conseil départemental

Par Rinsy Xieng 17/06/2020 - 13:05

<https://www.rci.fm/guadeloupe/infos/Education/Will-Academy-une-quinzaine-de-stagiaires-recus-au-Conseil-departemental>

Une quinzaine de stagiaires et ex-stagiaires de la « Will Academy » ont été reçus ce mercredi 17 juin au Conseil départemental par la Directrice générale adjointe en charge des politiques d'insertion du Département et par le directeur de cabinet de la présidente. Il s'agissait de prendre le temps de l'écoute de ces bénéficiaires du RSA qui ont exprimé ces dernières semaines leur déception et leur insatisfaction quant aux contenus du parcours d'insertion qu'ils ont entamé au sein de cet organisme de formation.

Il s'agissait également d'indiquer à ces stagiaires qu'à la demande de la présidente du Département, des solutions alternatives leur seront proposées à brève échéance afin de leur permettre de poursuivre leur parcours d'insertion et d'aboutir à la réalisation de leur projet de création d'entreprise. Il faut savoir que la « Will Academy » a bénéficié de financement de la collectivité départementale à hauteur de 475 200 euros, dont 25 % restent à verser, dans le cadre d'une convention qui devait permettre d'accompagner sur un an, de manière innovante et très suivie, deux promotions de 40 bénéficiaires du RSA, soit 80 Guadeloupéennes et Guadeloupéens demandeurs d'emplois souhaitant créer leur propre entreprise.

Le Conseil départemental est intervenu à plusieurs reprises pour que soient respectés les engagements de l'organisme figurant dans la convention. Des demandes de nouvelles pièces justificatives ont été formulées au responsable de la « Will Academy » qui reste devoir les transmettre. Pour autant, au regard des témoignages concordants des stagiaires, et compte tenu des dysfonctionnements constatés, le Conseil départemental poursuit son examen du dossier et étudie toutes les voies du droit permettant de défendre ses intérêts et ceux des stagiaires. Qu'en est-il réellement de cet organisme de formation ? Affaire à suivre.

MARTINIQUE :

France-Antilles, version papier, à nouveau en vente en Guadeloupe et en Martinique
<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/france-antilles-version-papier-nouveau-vente-guadeloupe-martinique-843860.html>

Cette fois c'est la bonne ! Le journal France Antilles est en vente ce matin dans les deux îles. Un retour qui était prévu dans les points de vente dès ce mardi mais une complication de dernière minute en a décidé autrement. Une ultime attente avant sa parution réelle ce mercredi

Il aura fallu toute l'envie de faire et le désir de réparaître des employés de France-Antilles pour parfaire un dispositif qui avait été progressivement mis en place durant le confinement afin de garantir la sortie papier du quotidien.

C'est que, la rotative, arrêtée depuis le mois de février, et qui n'a besoin que de deux heures pour gérer l'impression du journal, a eu besoin de plus de temps pour la renaissance de cette version papier. Les conditions de travail sont d'ailleurs différentes de ce qu'elles étaient en février puisque, désormais, l'impression pour les deux îles est centralisée en Guadeloupe, les exemplaires de la Martinique seront acheminés par avion.

L'investissement de tous pour une prouesse technique

Les dix ouvriers de l'imprimerie ont donc réalisé les 35000 exemplaires pour la Guadeloupe et la Martinique, dont 15000 exemplaires pour l'Archipel.

Un nouveau défi pour des personnels qui espèrent malgré tout que certains ouvriers licenciés dans le cadre du plan de reprise, pourront retrouver leur place à leurs côtés, en raison des évidences du travail que cela suppose désormais.

Mais aujourd'hui, il ne boudent pas leur plaisir : France Antilles est vraiment de retour.

*** AFRIQUE DE L'EST ****

BURUNDI :

SE Le Gnl Maj Evariste Ndayishimiye :President de la République du Burundi
<https://www.burundi-forum.org/la-une/se-le-gnl-maj-evariste-ndayishimiye-president-de-la-republique-du-burundi/>

Posted on : 20 juin 2020- by Ntwari James- Le nouveau président de la République issu du parti CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie), M. Evariste Ndayishimiye (photo), a créé le Fonds national d'investissement communal (FONIC) afin de rendre effective la politique de la décentralisation et du développement communautaire, apprend-on de sa biographie.

M. Ndayishimiye est né en 1968 à Musama en zone Kabanga, commune Giheta de la province Gitega (centre du Burundi), la capitale politique du Burundi.

Il est le fils de Michel Gahungu et de Renate Kasa. Il est marié à Angeline Ndayubaha et ont ensemble six enfants, dont deux garçons.

De 1976 à 1984, M. Ndayishimiye a étudié à l'école primaire d'application de Kibimba où il a reçu un certificat national. Il a ensuite étudié à l'Athénée de Bujumbura (ouest) de 1984 à 1990. De 1990 à 1991, M. Ndayishimiye continua ses études au Lycée de Muramvya (centre-ouest) où il a obtenu le diplôme homologué des Humanités complètes.

De 1991 à 1995, il était étudiant à l'Université du Burundi où il a reçu le diplôme des candidatures en Droit, a précisé M. Evariste Ndayishimiye dans son curriculum vitae (CV) signé le 20 février 2020 à Gitega.

Après les massacres des étudiants de l'Université du Burundi en 1995, M. Evariste Ndayishimiye a quitté l'Université du Burundi pour rejoindre les Forces de défense de la démocratie (FDD), un mouvement né après l'assassinat du premier président démocratiquement élu au Burundi, M. Melchior Ndadaye.

Ayant été parmi les précurseurs de la lutte pour la démocratie du mouvement FDD, M. Evariste Ndayishimiye a été à la tête de la délégation de ce mouvement dans les négociations avec le gouvernement de transition qui ont abouti à la conclusion de l'accord de cessez-le-feu du 16 novembre 2003.

De 2012 à 2014, M. Ndayishimiye a repris ses études à l'Université Sagesse d'Afrique où il a obtenu le diplôme de licence en Droit.

S'agissant de la compétence et de l'expérience professionnelle, M. Evariste Ndayishimiye a eu une formation militaire et a assuré le rôle de commandement des unités de combat du CNDD-FDD de 1995 à 2003.

Il a été porte-parole du haut commandement militaire du CNDD-FDD de 1997 à 2000. De 2001 à 2003, il a été président du Conseil national des patriotes, un organe politique du CNDD-FDD. De 2003 à 2004, M. Ndayishimiye a été membre de la Commission mixte de cessez-le-feu, tandis que depuis 2004, il a été chef de l'Etat-major de la logistique à la Force de défense nationale (FDN) jusqu'en 2006.

Il a été ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique depuis 2006 jusqu'en 2007, puis président du Conseil d'administration de l'Hôpital militaire de Kamenge de 2009 à 2014.

Il a ensuite été Administrateur directeur général de la société burundaise de gestion des entrepôts et d'assistance des avions en escale (SOBUGEA) de 2014 à 2015.

Il sera le chef de cabinet civil du président de la République depuis 2015 jusqu'en 2016. De 2015 à ce jour, il est président du Conseil d'administration de l'Université polytechnique de Gitega, précise-t-il dans son CV.

De 2016 à ce jour, le nouveau président de la République du Burundi, M. Evariste Ndayishimiye, est à la fois président d'honneur du comité national olympique et secrétaire général du parti CNDD-FDD.

Quant aux attestations et primes reçues, M. Evariste Ndayishimiye est détenteur d'un certificat d'achèvement à la formation des leaders du Burundi et d'un certificat Sport pour tous délivré par le Comité international olympique. Il a, par ailleurs, reçu une médaille délivrée par le Comité international olympique. Il est aussi détenteur d'un certificat d'achèvement à la formation au droit de l'homme et droit international humanitaire et d'un certificat de distinction honorifique à titre exceptionnel dans l'Ordre du mérite patriotique, Classe de Commandeur, lit-on dans son CV.

M. Evariste Ndayishimiye est l'initiateur de la Société de valorisation de l'espace rural et de la transformation dont la mission est de mettre en œuvre le projet agropastoral comme la pisciculture et l'aquaculture, le projet de promotion de la culture des champignons ainsi que le projet de protection de l'environnement. Il fut le candidat du parti CNDD-FDD aux élections présidentielles du 20 mai 2020 qu'il remporta avec succès sur un score de plus de 68%. Il a été investi dans les fonctions de chef de l'Etat jeudi le 18 juin 2020, au stade Ingoma de Gitega. M. Ndayishimiye est d'abord un médiateur, communicateur et négociateur. Il est ensuite un responsable sportif et social. Enfin, il est un homme de droit et de leadership, a-t-on précisé dans la biographie du nouveau président de la République du Burundi. ABP Burundi

Xi Jinping sends condolences over passing of Burundian president

<https://news.cgtn.com/news/2020-06-12/Xi-Jinping-sends-condolences-over-passing-of-Burundian-president-RgtiLjQbe/index.html>

Updated 18:52, 12-Jun-2020 CGTN Chinese President Xi Jinping on Friday sent a message of condolences to Burundi's President-elect Evariste Ndayishimiye, over the passing of President Pierre Nkurunziza.

On behalf of the Chinese government and people and in his own name, Xi expressed deep condolences over the death of Nkurunziza and extended sincere sympathies to his family and the Burundian people.

Xi said that President Nkurunziza is an outstanding politician, leading the Burundian people to safeguard national sovereignty, oppose foreign interference, promote national peace, stability and development, and had won the love of the Burundian people.

During his lifetime, President Nkurunziza was committed to promoting the traditional friendship and political mutual trust between China and Burundi, and made important contributions to the in-depth development of the all-weather partnership between the two countries, said Xi.

His death was not only a major loss for the Burundi people, but also a major loss for the cause of China-Burundi friendship. China cherishes the friendship between the two countries and is willing to continue to work together with Burundi to promote the in-depth development of friendly cooperative relations between the two sides and better benefit the two countries and the two peoples, Xi added.

Burundi : Le Président S.E. NKURUNZIZA n'est pas mort de COVID-19

<http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-le-president-s-e-nkurunziza-nest-pas-mort-de-covid-19/>

GLOBALISATION, GEOPOLITIQUE DES GRANDS LACS AFRICAINS, SANTE, DEFENSE / SECURITE – BUJUMBURA, Mardi 16 juin 2020 – Les NEOCOLONS (fils/filles des familles d’anciens COLONS et anciens ESCLAVAGISTES occidentaux) font courir le bruit que Feu S.E. NKURUNZIZA Pierre serait mort de COVID-19. Ceci au travers de leurs MEDIA tel TV5, FRANCE 24, JEUNE AFRIQUE, AFP, BBC, LA LIBRE, LE SOIR etc [<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-guerre-humanitaire-media-neocolons-le-voyage-des-chiffres-mensongers/>].

Pourtant, l’ETAT du Burundi s’est déjà expliqué sur ce sujet. Feu S.E. NKURUNZIZA Pierre, le très populaire président africain du Burundi [<http://burundi-agnews.org/TDC> | <http://burundi-agnews.org/Inaugurations>], est mort ce lundi 8 juin 2020, victime d’une crise cardiaque [<http://burundi-agnews.org/government/mort-du-tres-populaire-president-africain-du-burundi-s-e-nkurunziza-pierre/>].

A 55 ans , Feu S.E. NKURUNZIZA était sportif et en bonne Santé. Or, le COVID-19 tue les plus de 80 ans et les gens à immunité faible. Au Burundi, aucune personne n’est morte jusqu’aujourd’hui du COVID-19. Le seul cas décédé ayant eu le COVID-19 n’est pas mort à cause du COVID-19. Et ce n’est pas Feu NKURUNZIZA Pierre !

Le Burundi ne compte que 28 cas positifs au COVID-19 depuis le lundi 15 juin 2020, pour une population burundaise de plus de 10 Millions d’habitants [<http://burundi-agnews.org/covid-19/>]. L’enclavement du Burundi l’a protégé de cette pandémie mondiale.

Dans la Tradition des Barundi, l’empoisonnement (par l’hydromel) est courant pour les chefs (BAMI) des BARUNDI pour finir leur séjour sur terre. Depuis le 17ème siècle à nos jours, seul 2 MWAMI (Chefs) des Barundi ont survécu à l’empoisonnement après leur règne. Il s’agit de Feu MWEZI MBIBE et de Feu MWAMBUTSA BANGIRICENGE (Exilé). Ainsi, samedi 6 juin 2020, au Stade URUKUNDO de BUYE en province NGOZI (Coupe du Président, édition 2020) ,Feu S.E. NKURUNZIZA aurait commis l’erreur de baisser sa garde. Car un MURUNDI vit toujours avec un œil ouvert à cause de son environnement ... (Cfr. UBUNTU : <http://burundi-agnews.org/ubuntu>).

La vraie raison de sa disparition est certainement que Feu S.E. NKURUNZIZA aurait été empoisonné, assassiné par les NEOCOLONS et leurs seconds couteaux ou COLLABOS locaux burundais [<http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-mort-de-feu-nkurunziza-la-route-vers-le-katanga-rdc/>].

Burundi : Investiture du Président S.E G.M. NDAYISHIMIYE Evariste

<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-investiture-du-president-s-e-g-m-ndayishimiye-evariste/>

INSTITUTION, PRESIDENCE – BUJUMBURA, Lundi 15 juin 2020 – L’ETAT du Burundi a informé , par COMMUNIQUE, du jour des cérémonies d’investiture du Président Élu S.E G.M. NDAYISHIMIYE Evariste. Il aura lieu ce jeudi 18 Juin 2020 à 11h au stage INGOMA à GITEGA. Voici les précisions :

G.M. NDAYISHIMIYE Evariste a été élu lors des 4èmes élections démocratiques consécutives depuis 2005, organisées par le Burundi.

Ainsi, cette investiture se fera dans la pure tradition de l’UBUNTU. Elle sera, sous le regard de MUKAKARYENDA, IMANA, et devant tous les Grands BAPFUMU dont BATWA. Ce jeudi, G.M. NDAYISHIMIYE sera accompagné de MUKAKIRANGA (MUKARYANGOMBE). L’assemblée des BASHINGANTAHE représentant tous les IMIRYANGO des BARUNDI élargis verra l’intrônisation de “MUTAGA” MWAMI des BARUNDI.

Burundi : Mort de Feu NKURUNZIZA, Protecteur de la route vers le KATANGA / RDC

<http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-mort-de-feu-nkurunziza-la-route-vers-le-katanga-rdc/>

GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS, DEFENSE, SECURITE, PANAFRICANISME – BUJUMBURA, Mercredi 10 juin 2020 – Aujourd’hui, les BARUNDI se sont réveillés dans une tristesse profonde. Mais en même temps, grâce à leur CULTURE DE L’UBUNTU [<http://burundi-agnews.org/ubuntu>], c’est aussi la JOIE car “NKURUNZIZA” dit “celui qui apporte la bonne nouvelle” est entré DANS LE COULOIR DES ANCETRES BIENS AIMES.

Ainsi, désormais chaque MURUNDI, qui le souhaite, pourra aller l’y rejoindre au quotidien ...

“Le très populaire Président africain du Burundi” c’est comme cela que les BARUNDI et les AFRICAINS, le surnommaient. Lui, GRAND FAN de FEU MAO, FEU SANKARA, et FEU CHAVEZ, s’était lancé dès 2006 dans des TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (TDC) [<http://burundi-agnews.org/inaugurations> | <http://burundi-agnews.org/TDC>] . Là, disait il, il s’y sentait à l’aise car il était proche de l’âme du MURUNDI dont des BARUNDI. Au niveau régional, le Burundi, de S.E Feu NKURUNZIZA, avait réussi à ressouder (relier) certaines anciennes familles (IMIRYANGO) BARUNDI, CONGOLAISES, TANZANIENNES, SUD-AFRICAINE, GABONAISES, CAMEROUNAISES, RWANDAISES, OUGANDAISES, KENYANES, ETHIOPIENNES et SOMALIENNES. Un acquis considérable vers l’ambition de retour de l’unité de KAMA, voulu par FEU KWAME NKURUMAH.

En 2015, dans un contexte géopolitique AFRICAINE, les familles des anciens Colons et Esclavagistes occidentaux (BELGIQUE, FRANCE, USA, UE) décidèrent d’en finir avec lui. Ils le jugeaient trop proche de la CHINE et des MOUVEMENTS d’émancipations des PEUPLES observés un peu partout dans le monde. Mais surtout avec son armée – Force de Défense Nationale du Burundi (FDNB)-, ils les empêchaient de “foutre” le bordel en RDC CONGO. Feu NKURUNZIZA avait barré la route de la RDC CONGO vers le SUD-KIVU, MANIEMA, TANGANIYKA, et HAUT-KATANGA.

Cette fermeture des portes, par FEU NKURUNZIZA, aux OCCIDENTAUX de la route vers le KATANGA (cette route dont le départ est le RWANDA pour les occidentaux) est un des très grands enjeux GEOPOLITIQUE du 21ème siècle, au niveau continental AFRICAINE. La RDC CONGO s’est plus de 1000 MILLIARDS D’USD annuelles en termes d’EXPORTATIONS. EN 2015, CES MUNDELE organisèrent au Burundi – UNE REVOLUTION DE COULEUR (une tentative de changement de régime) qui échoua avec le COUP D’ETAT MILITAIRE RATE du mercredi 13 mai 2015 – .

Oui, EMPOISONNEMENT ... Ce groupe de gens “MUNDELE” dont les ancêtres ont sur leurs ardoises plus de 700 Millions de victimes Amérindiennes et africaines (+ les victimes actuelles RDC CONGO, CENTRAFRIQUE, SUD-SUDAN, MALI, LIBYE, SYRIE, YEMEN etc.) voulaient sa peau et finalement ils l’ont eu “ce lundi 8 juin 2020 “. A 55 ans, c’est une crise cardiaque, comme celle qui a frappé LE PRESIDENT NOIR dans la série culte américaine 24H CHRONO.

Son épouse aurait été touchée aussi par une campagne médiatique nauséabonde menée par ce groupe de MUNDELE !

Entre 2015 et 2020, S.E. Feu NKURUNZIZA a eu une multitude de tentatives d’assassinats déjouées par les services de renseignement du Burundi, dont par empoisonnements ! Les sages Barundi avaient conseillé à Feu NKURUNZIZA d’éviter la rencontre des MUNDELE et de leurs VIBRATIONS. Ces MUNDELE doivent savoir que les victimes de l’Esclavage, la Colonisation et le Néocolonialisme (dont le GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI), avec leurs ANCÊTRES, RESTENT DEBOUT, VIGILANTS, ET VEILLENT SUR L’AFRIQUE (KAMA) ...

En ce moment, il faut écouter dans les media des MUNDELE (RFI, TV5, FRANCE 24, LA LIBRE, RTBF, LE SOIR, BBC, GUARDIAN etc.). Ils sont aux anges ! Ils s’essaient à salir la mémoire de FEU NKURUNZIZA. En regrettant que la CPI ne l’ait pas JUGER. Alors que leurs ANCÊTRES COLONIALISTES ET ESCLAVAGISTES et EUX-MEMES NEOCOLONIALISTES n’ont jamais été jugés pour LEURS CRIMES CONTRE L’HUMANITE du passée et en cours (Colonisation, Esclavage, Génocides, Crimes de Guerre).

Enfin, ces derniers doivent savoir que cela ne se fait pas dans la tradition africaine. De plus, cela porte malheur !

Burundi / Guerre Humanitaire : MEDIA NEOCOLONS , le voyage des chiffres mensongers
<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-guerre-humanitaire-media-neocolons-le-voyage-des-chiffres-mensongers/>

GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINE, DEFENSE, SECURITE, AFRIQUE (KAMA) – BUJUMBURA, Jeudi 11 juin 2020 – Le Burundi vient de vivre la mort par CRISE CARDIAQUE à 55 ans, soit l’assassinat par empoisonnement de Feu S.E. NKURUNZIZA Pierre, le très populaire Président Africain du Burundi [<http://burundi-agnews.org/Inaugurations> ; <http://burundi-agnews.org/TDC>].

Il s’agit du 4ème chef d’Etat du Burundi assassiné depuis 1972 [Feu NTARE V NDIZEYE Charles (+1972), Feu NDADAYE Melchior (+1993) , Feu NTARYAMIRA Cyprien (+1994) , et Feu NKURUNZIZA Pierre (+2020)].

Le Burundi a vécu en 2015 UNE REVOLUTION DE COULEUR ou UNE TENTATIVE DE CHANGEMENT DE REGIME , organisée par les familles d’anciens colons et esclavagistes OCCIDENTAUX (USA, VATICAN, FRANCE, BELGIQUE, UNION EUROPEENNE). Que l’on appelle aujourd’hui – LES NEOCOLONS -. Pour rappel, la COLONISATION et l’ESCLAVAGE sont des CRIMES CONTRE L’HUMANITE. Qui ont fait plus de 700 Millions de Victimes Amérindiennes et Africaines. Les responsables de ses crimes n’ont jamais été jugés par un quelconque tribunal international dans le monde. Ainsi leurs descendants poursuivent cette aventure malheureuse jusqu’ à nos jours : Les NEOCOLONS.

La REVOLUTION DE COULEUR DE 2015 AU BURUNDI [<http://burundi-agnews.org/revolution-de-couleur/>] a échoué par le coup d’ETAT MILITAIRE RATE du mercredi 13 mai 2015. Les NEOCOLONS s’étaient jurés d’avoir la peau du Président du Burundi. Ainsi c’est chose faite ce lundi 8 juin 2020.

Mais ce qui fait mal , on voit que la machine NÉOCOLONIALE continue. Même après sa mort, les MEDIA NEOCOLONS disent que FEU S.E. NKURUNZIZA Pierre, 29ème Président Africain assassiné depuis l’Indépendance , est mort par CORONAVIRUS pour embrouiller les pistes.

De plus pour salir sa mémoire et le faire détester dans le MONDE, CES MEDIA NEOCOLONS ajoutent comme pour FEU KHADAFI, paix ait son âme, que :

1/ Le REGIME NKURUNZIZA a mis sur la route 400.000 Réfugiés. Alors que , comme vu plus haut, la REVOLUTION DE COULEUR c’est eux -LES NEOCOLONS -.

De plus, ce chiffre avancé par des fonctionnaires NEOCOLONS au HCR est depuis le début nuancé par l’ETAT DU BURUNDI qui connaît l’identité de ses habitants et leur lieux de résidence. Le Burundi parle de 165.000 Réfugiés burundais partis à cause des RUMEURS DES MEDIA PRIVE BURUNDAIS DU RESEAU SOROS répandus pour faire peur à la population et les faire fuir. Preuve, la majorité de ces réfugiés burundais sont rentrés [<http://burundi-agnews.org/ONU/burundi-guerre-humanitaire-le-hcr-dit-400-000-refugies-burundaisletat-165-000/> | <http://burundi-agnews.org/les-refugies-burundais/>]

2/ (Les NEOCOLONS) Le REGIME NKURUNZIZA en 2015 a causé la mort de 1200 Burundais. La source de ce chiffre est une organisation non établie au Burundi ITEKA, du réseau FIDH (donc de SOROS). Avec les certificats de décès à l’appui, l’ETAT DU BURUNDI dit que 451 Burundi sont morts à cause de la REVOLUTION COLORE DE 2015 [<http://burundi-agnews.org/diplomatie/burundi-guerre-humanitaire-3-000-ou-451-morts-pour-linsurrection-2015/>]. Jusqu’ en décembre 2020, l’AFP émettait des chiffres similaires à ceux de l’ETAT du BURUNDI [<https://www.voafrique.com/a/burundi-34-policiers-tues-pres-300-blesses-depuis-debut-crise/3082545.html>]. Mais qu’est qui s’est passé entretemps ? Il y a eu la fameuse

CPI qui s'en est mêlée. Ainsi le dossier BURUNDI par les NEOCOLONS est entrée dans une LOGIQUE INTERNATIONALE TYPE CAS LYBIENS.

Voici un reportage de la GUERRE HUMANITAIRE EN LIBYE pour comprendre ce MODUS OPERENDI de ce RESEAU CRIMINEL NEOCOLON : [www.youtube.com/watch?v=koYzkEWHtQA]

Bref, en conclusion, après l'assassinat de Feu GEORGE FLOYD, le combat PANAFRICAIN doit désormais s'accroître et se concentrer sur ce RESEAU NEOCOLON en AFRIQUE et sa GUERRE HUMANITAIRE CONTRE LE BURUNDI [<http://burundi-agnews.org/guerre-humanitaire/>]. Le PANAFRICANISTE KEMI SEBA a lancé une action pour cette période – DEBAPTISER LES LIEUX AVEC DES NOMS DE COLONS EN AFRIQUE. [<https://www.youtube.com/watch?v=ipDxvRzCd0M>].

Ainsi CES NEOCOLONS ET LEURS RESEAUX AFRICAINS, il faudra les dénoncés et LES TRADUIRE en JUSTICE. Le procureur de la République du Burundi devrait attaquer en JUSTICE au Burundi ces MEDIA NEOCOLONS. (Par exemples, on a vu comment ils ont traîné dans la boue Feu le défunt Président du Burundi et son épouse !) Mais en même temps, il faudrait que l'ETAT du BURUNDI commence par DENONCER CES MEDIA NEOCOLONS AU NIVEAU DE L'EAC et de l'UNION AFRICAINE. Pour demander, leur INTERDICTION sur le TERRITOIRE EAC et AFRICAINS. De plus, le BURUNDI doit mettre de l'ordre avec une LOI SPECIFIQUE sur le financement des ONGS présents au BURUNDI. INTERDIRE LE FINANCEMENT DES ONGS PAR LES RESEAUX NEOCOLONS.

U.S. stops issuing visas to Burundi over deportation feud

<https://www.washingtontimes.com/news/2020/jun/19/us-stops-issuing-visas-burundi-over-deportation-fe/>

By Stephen Dinan - The Washington Times - Friday, June 19, 2020 / The Trump administration announced Friday it has stopped issuing most types of visas to Burundi citizens, moving to punish the country for its refusal to cooperate in taking back deportees.

Acting Homeland Security Chad F. Wolf announced the move, which was done in cooperation with the State Department.

He said the government tries to avoid such a serious penalty, but Burundi's refusal to cooperate left no choice.

"This announcement is about ensuring the safety of the American people and upholding the rule of law," he said. "Given that Burundi has failed to cooperate with the United States on these serious matters of immigration and public safety, we have no choice but to impose sanctions."

He said he hoped Burundi's new leader, President Evariste Ndayishimiye, would improve cooperation so the sanctions could be lifted.

The move is among the harshest ever taken by an administration under Section 243(d) of the Immigration and Nationality Act, which lays out the types of punishments for recalcitrant countries. Usually visas are halted for government officials. But Homeland Security said in the case of Burundi, it stopped issuing almost all visas, save for those such as diplomatic passes to allow diplomats or representatives at international organizations to come and go.

Burundi : l'Union africaine félicite le nouveau Président

<http://sahel-intelligence.com/20466-burundi-lunion-africaine-felicite-le-nouveau-president.html>

9 juin 2020A. Lakhs La Commission de l'Union africaine prend acte de la publication des résultats définitifs de l'élection présidentielle au Burundi et forme ses vœux de plein succès au Président élu Evariste Ndayishimiye dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités.

Dans un communiqué, le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, exhorte les acteurs politiques et sociaux Burundais au dialogue pour faire face, dans un esprit de tolérance et de prise en compte de l'intérêt supérieur de la Nation, aux défis auxquels le pays est confronté.

L'élection d'Evariste Ndayishimiye, considéré comme un modéré, a été bien accueillie par l'Eglise catholique et Washington

Par ailleurs, l'ex-président Pierre Nkurunziza, a été hospitalisé à l'hôpital de Karusi, dans le centre du pays et serait dans un état grave.

Burundi – décès de Pierre Nkurunziza: réaction de l'Union Africaine !

Par Marturin S. ATCHA 10 juin 2020 à 22 h 13 min

Les réactions se multiplient après l'annonce du décès inopiné de Pierre Nkurunziza, président en exercice de la république du Burundi. Dans un communiqué rendu public ce mercredi, l'Union Africaine a rendu hommage à l'Homme d'Etat.

Par la voix de son président en exercice, l'Union Africaine s'est dite attristée par la disparition du président burundais. Pour Cyril Ramaphosa, « le Burundi et toute l'Afrique ont perdu un dirigeant qui était dévoué au développement durable centré sur la population, à l'autosuffisance, à la souveraineté de son peuple et de son pays ainsi qu'à la paix sur le continent ».

Par ailleurs, le dirigeant sud-africain a salué le rôle déterminant de son homologue disparu dans les différentes missions de l'organisation continentale. « C'est sous la direction du président Nkurunziza que le Burundi est devenu l'un des principaux pays contributeurs de troupes à la mission de l'Union africaine en Somalie. Le Burundi a également déployé des troupes en République centrafricaine », a-t-il rappelé.

Le successeur de Fattah al Sissi à la tête de l'UA a saisi l'occasion pour appeler les burundais au calme, au maintien de paix et à une transition pacifique selon les lois de la république du Burundi.

TANZANIA :

Burundi's new president Ndayishimiye takes office today

<https://www.thecitizen.co.tz/news/1840386-5578668-yukqie/index.html>

Thursday June 18 2020

Tanzania to reopen schools after 3-month closure

<https://www.aa.com.tr/en/africa/tanzania-to-reopen-schools-after-3-month-closure/1878753>

President Magufuli says decision to reopen schools was taken as COVID-19 infection has 'drastically dropped'

AA | 16.06.2020 ANKARA - All schools in Tanzania will reopen as of June 29 after three months of closure due to the novel coronavirus, local media reported quoting the country's president.

The Monday's announcement by President John Magufuli makes Tanzania the first country in East Africa to reopen schools, according to The Citizen local website.

Addressing the parliament on Monday, Magufuli said the decision was taken as the number of coronavirus infections "drastically dropped."

On June 1, universities in the country resumed educational activities with hygiene rules put in place by the country's Health Ministry.

The Tanzanian president has been criticized for not implementing strict measures to curb the spread of the virus.

Last month, Magufuli said Tanzania's economy must go ahead as it is more important than coronavirus, which has reportedly killed 21 people in the East African country.

"Limited hospital capacity throughout Tanzania could result in life-threatening delays for emergency medical care," a US Embassy statement said.

Tanzania has confirmed 509 COVID-19 cases, with 21 deaths, according to the data from Johns Hopkins University.

US ambassador to Tanzania summoned over Covid-19 statement

<https://www.thecitizen.co.tz/news/US-ambassador-to-Tanzania-summoned-over-Covid-19/1840340-5564644-7h943yz/index.html>

Tuesday May 26 2020 - The government of Tanzania through the Ministry of Foreign Affairs and East African Cooperation on Tuesday, May 26, 2020 summoned the acting US Ambassador Dr Inmi Patterson for clarification over issues that the mission has in the recent past posted on its website and social media platforms. In a statement issued by the ministry, the Ambassador was summoned to the Foreign Affairs office in Dar es Salaam, where she met the Permanent Secretary Colonel Wilbert Ibuge. Top on the agenda was the different Travel advisories which the Mission has issued on its website this month, pertaining to the handling of the Covid-19 pandemic by the Tanzania government "On Wednesday May 13, 2020 and Monday, May 25, 2020 on the Embassy's Twitter page, which all seemed to be intended to alert US citizens in Tanzania and those who intend to visit the country that Dar es Salaam is not safe due to the presence of a large number of Covid-19 patients," reads part of the statement According to the Permanent Secretary, the warnings also claimed that many hospitals in Dar es Salaam were overwhelmed by Covid-19 patients, something that was not true and was likely to cause distress to Tanzanians and foreign nationals. The advisories were categorized by the mission as Global level 4 health advisory.

Tanzania, Kenya agree to end cross-border trade spat

<https://www.thecitizen.co.tz/news/Tanzania--Kenya-agree-to-end--cross-border-trade-spat/1840340-5578760-cwcr1oz/index.html>

Thursday June 18 2020 Tanzania and Kenya have reached an agreement that will see to them facilitating free movement of goods across their common border, the Covid-19 pandemic notwithstanding. The two countries will now conduct coronavirus testing for truck crews at their common border, a departure from the May agreement whereby testing was to be done at the point of departure. Flow of goods between the two countries had been adversely affected by measures

intended to contain spread of the Covid-19 pandemic. Last month, the two countries' transport ministers held a one-day meeting and resolved that truck crews from both sides will be tested for Covid-19 before commencement of their journeys at the point of origin using standards set by the World Health Organization (WHO). They agreed that the tested truck drivers would be issued with a 14-day Covid-19 free certificate by competent authorities, which should be mutually recognized by authorities in Kenya and Tanzania. However, that agreement was short-lived as, some days later, mistrust erupted once again that saw the authorities refusing to recognize the 14-day Covid-19-free certificates issued by another country. But Longido District Commissioner Frank Mwaisumbe yesterday said that leaders have resolved that Tanzanian truck crews crossing the Namanga border to Kenya would now be tested by Kenyan authorities - and vice versa. The new agreement was reached after a meeting that involved Arusha Regional Commissioner Mrisho Gambo, Tanzania Revenue Authority officials and some senior officials from Kenya. He said that, under the new arrangements, truck crews will be allowed to proceed with their journey even without having received their Covid-19 test results. "While returning, they would pick up their results - and proceed home. In short, they would no longer be denied entry into either country due to Covid-19 test results. They will, however, be required to take all precautions against Covid-19," he said. One of the drivers who had been stranded at the border for some time, Joseph Naiman, commended the move. "This is quite commendable. We have left for our destination in Kenya and no driver has been denied entry since yesterday," he said. Meanwhile, Tanga Regional Commissioner Martine Shigela issued three directives yesterday that must be followed by truck owners, businesspeople and drivers when the Horohoro border between Tanzania and Kenya is officially opened.

RWANDA :

Burundi President swears-in today

<https://www.newtimes.co.rw/news/burundi-president-swears-today>

By Edwin Ashimwe Published : June 18, 2020 | Maj. Gen. Evariste Ndayishimiye, the Burundi president-elect will be sworn-in today, June 18, at the Ingoma Stadium in the administrative capital, Gitega.

Ndayishimiye's swearing-in follows the sudden death of President Pierre Nkurunziza who succumbed to cardiac arrest, according to the Burundian government.

The newly elect president was expected to take office in August this year but the ceremony was fast-tracked to fill the leadership vacuum created by the sudden death of President Pierre Nkurunziza.

Nkurunziza died on June 8, aged 55.

The Burundian foreign ministry on Monday sent out invitations to members of the diplomatic corps accredited to the country for Ndayishimiye's inauguration.

Manasseh Nshuti, the Minister in charge of East African Community (EAC) at the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, told The New Times that Rwanda has sent a delegation to Burundi for the ceremony but didn't divulge names of the delegation.

A source from Burundi also said that the public has been asked to arrive early to allow time for coronavirus measures such as hand-washing and temperature checks.

Ceremonies are supposed to start at 11:00 am local time.

Rwanda announces promotional prices of gorilla-trekking permits

Julius Bizimungu By <https://www.newtimes.co.rw/news/rwanda-announces-promotional-prices-gorilla-trekking-permits>

Published : June 18, 2020 | Updated : June 18, 2020

The Government has announced that effective Wednesday, June 17, Rwanda eased tourism restrictions, allowing both domestic and foreign tourists to visit some of the country's tourism offerings.

The Rwanda Development Board (RDB) said Wednesday that tourism activities, as well as the resumption of international travel for charter flights, will reopen effectively.

"Together with the private sector, RDB is offering attractive all-inclusive tourism packages for Rwandans and foreign residents," the institution said in a statement.

Tourism activities had been extended for nearly three months now due to the novel coronavirus pandemic, but countries are now optimistic that activities could resume, while observing existing safety measures.

Tourists who are now allowed to visit everything from the Volcanoes National Park, home to mountain gorillas, to Akagera National Park and other offerings, which they will do under minimum health and safety guidelines.

Belise Kariza, the Chief Tourism Officer at RDB says Rwanda's tourism industry is adapting to create a safe environment for travelers and operators, in order to thrive in these unprecedented times.

"We encourage all travel enthusiasts and nature explorers to take advantage of this unique opportunity to venture out and experience the beauty and adventure that our country has to offer," she said in a statement.

The tourism sector which has taken a hit from the Covid-19 pandemic is one of the country's top foreign exchange-earners.

The sector is said to have lost a staggering Rwf34.9 billion in March only, according to the Rwanda Tourism Chamber which appealed to the Government to save the fortunes of the industry.

Promotional offers

RDB has said that gorilla permits will now be available for as little as \$200 for Rwandans and nationals of East African Community (EAC) residing in Rwanda, and \$500 for foreigners who are resident in Rwanda.

This is part of the promotional offer to incentivise tourism, which ends December this year.

Special packages are available for groups, families and corporates on other products in Volcanoes and Nyungwe National Parks, they said, without revealing the nature of packages.

To maintain safety measures, domestic tourists visiting Nyungwe and Volcanoes national parks are required to test negative for Covid-19 within 48 hours prior to visiting these attractions.

A private test centre has been set up at Petit Stade, Amahoro National Stadium in Kigali, by appointment only.

This is in addition to other test centres outside Kigali which officials at RDB say will be communicated as demand grows.

All visitors travelling by charter flights are expected to test negative for Covid-19 within 72 hours prior to arrival.

Tourists will take a second Covid-19 test prior to visiting any tourist attraction.

With revenue streams in the sector currently affected and most facilities operational and having had to lay off workers, the government is working with the local sector to drive the adoption of domestic tourism.

This is done through reviewing rates of tourism and hospitality offerings to make them more affordable for Rwandans as well as setting discounts.

RDC CONGO :

La RDC dénonce l'incursion de l'armée angolaise sur son sol

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/-la-rdc-d%C3%A9nonce-lincursion-de-l-arm%C3%A9e-angolaise-sur-son-sol/1884078>

-Les troupes angolaises mènent régulièrement des opérations sur le territoire congolais pour traquer les séparatistes du Front de libération de l'Enclave de Cabinda.

Nadia Chahed | 20.06.2020 La RDC dénonce l'incursion de l'armée angolaise sur son sol

Le gouvernement congolais a dénoncé, vendredi, l'incursion de l'Armée angolaise dans le Sud-Ouest de la République démocratique du Congo (RDC), pour traquer les "indépendantistes cabindais".

"Il est recommandé de dénoncer ce manquement auprès des organismes sous-régionaux", a déclaré Gilbert Kankonde, vice-premier ministre congolais en charge de l'Intérieur, précise un compte-rendu d'un conseil ministériel tenu vendredi.

L'incursion a été enregistrée dans le territoire de Lukula, au Kongo Central, une province congolaise frontalière avec l'Angola, précise la même source sans toutefois dévoiler la date.

Le ministre délégué à la Défense a assuré, de son côté, que le dispositif sécuritaire a été "renforcé" dans cette province à la suite des incursions de l'Armée angolaise sous prétexte de traquer les éléments angolais indépendantistes du FLEC (Le Front de libération de l'Enclave de Cabinda)".

Territoire de près de 7 300 Km², Cabinda produit 60% du pétrole en Angola, le deuxième producteur d'or noir d'Afrique subsaharienne après le Nigeria.

Ce territoire est le théâtre de troubles réguliers sur fond de revendications séparatistes depuis son annexion par l'Angola après l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise en 1975.

Le Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC) lutte depuis plus de 40 ans pour l'autonomie de ce territoire.

Un accord avait pourtant été conclu en 2006 entre le gouvernement angolais et l'une des branches du FLEC pour l'Unité du pays.

Les troupes angolaises mènent régulièrement des opérations sur le territoire congolais pour traquer ces séparatistes qui se réfugient souvent en RDC.

RDC/Procès anti-corruption : Vital Kamerhe condamné à 20 ans de travaux forcés

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-proc%C3%A8s-anti-corruption-vital-kamerhe-condamn%C3%A9-%C3%A0-20-ans-de-travaux-forc%C3%A9s/1884201>

Nadia Chahed | 20.06.2020 AA/ Kinshasa / Pascal Mulegwa - Le tribunal de grande instance de Kinshasa a condamné, samedi, l'ancien chef du cabinet présidentiel, Vital Kamerhe et son co-accusé, l'homme d'affaires libanais Jammal Samih à 20 ans de travaux forcés pour "détournement de fonds et corruption avérée".

Le tribunal a, également condamné l'homme d'affaires libanais au paiement de 20 millions de dollars américains.

Pour établir l'infraction de détournement à charge de Vital Kamerhe qui pilotait tout le programme des 100 jours du chef de l'Etat, le tribunal a noté qu'il n'a pas respecté les règles de passation de marchés publics.

Le contrat était « imaginaire », a expliqué le président du tribunal Pierrot Bakenge, affirmant dans son jugement que les fonds ont été débloqués alors qu'il n'y avait pas de contrat.

Le tribunal a, en outre, décidé l'interdiction pour dix ans, après l'exécution de la peine, du droit de vote et du droit d'éligibilité pour Vital Kamerhe.

Il a, également, ordonné la saisie de ses biens, ceux de sa femme et de sa belle-fille.

Révélation du VPM Tunda : juge Yanyi, c'est un meurtre !

<https://www.lephareonline.net/revelation-du-vpm-tunda-juge-yanyi-cest-un-meurtre-%ef%bb%bf/>

« Le juge Raphaël Yanyi Ovungu est décédé de suite d'une hémorragie intracrânien résultant d'un traumatisme cranio-encéphalique. L'autopsie a également révélé l'existence des substances toxiques à dose non létale dans le corps du défunt». Bref, le regretté a été tué. Une enquête est ouverte en vue de traquer et identifier ses meurtriers. C'est ce qu'il convient de retenir du point de presse que le Vice premier ministre et ministre de la Justice, Célestin Tunda ya Kasende, a tenu dans son cabinet de travail, hier mardi 16 juin 2020, en rapport avec le décès de Raphaël Yanyi Ovungu, président de chambre du procès de 100 cents dont le verdict est attendu ce samedi 20 juin 2020 et président intérimaire du tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe.

Dans son exposé, le Vice premier ministre et ministre de la Justice, a indiqué qu'à l'issue de l'information judiciaire ouverte le 27 mai 2020, à l'office du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe sous RI.1484/PR.021/NDE/ADN, il a été ordonné une autopsie sur le corps de défunt. Et ce en deux étapes : d'abord une autopsie corporelle et ensuite celle des organes internes.

Dans la première partie de son rapport, autopsie corporelle, le médecin légiste a révélé qu'il s'agit d'une mort violente, avec des coups reçus au niveau du crâne et qui ont causé une hémorragie cérébrale fatale. La seconde partie du rapport, autopsie sur les organes internes, des analyses prélevées sur le contenu gastrique ont révélé la présence d'un herbicide. La seule anomalie décelée est l'adhérence du poumon gauche qui ne pouvait pas conduire à la mort.

Bien plus, cette autopsie a été faite par le médecin légiste de l'hôpital général de référence de Kinshasa (ex-Mama Yemo), puis confirmée par une expertise internationale d'un médecin légiste de la Monusco.

Ce décès n'a pas laissé indifférent le gouvernement congolais. Raison pour laquelle un dossier judiciaire été ouvert au tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe sous RI.1484/PR.021/NDE/ADN, afin d'élucider toutes les circonstances de ce meurtre et poursuivre en justice tous les auteurs, co-auteurs et complices.

A la question du quotidien Le Phare de savoir si cette enquête judiciaire va connaître un dénouement heureux, le Vice-premier ministre et ministre de la Justice, Célestin Tunda ya Kasende, a assuré la presse, et à travers elle la famille de l'illustre disparu et tous les Congolais, que les temps de l'impunité sont révolus ; que la justice fera sans complaisance son travail et que la presse sera de nouveau rappelée pour les conclusions

Lungudi Michel LUKA

Le Phare : « Rendu public par le VPM Tunda, le rapport d'autopsie contesté par la famille Yanyi »

<https://www.radiookapi.net/2020/06/18/actualite/revue-de-presse/le-phare-rendu-public-par-le-vpm-tunda-le-rapport-dautopsie>

Publié le jeu, 18/06/2020 - 08:44 | Modifié le jeu, 18/06/2020 - 09:20

La presse congolaise revient jeudi 18 juin 2020 sur la réaction de la famille du juge Yanyi, sur le rapport officiel de l'autopsie de sa mort. Elle commente aussi la décision de la Cour constitutionnelle dans l'affaire de la déchéance de Jean-Marc Kabund au post de premier vice-président de l'Assemblée nationale.

La famille de feu Raphaël Yanyi vient de jeter un gros pavé dans la mare en rejetant, purement et simplement, les conclusions de l'autopsie livrées par le patron de la justice congolaise, rapporte Le

Phare, qui s'attendait à ce que l'attention de tous (décideurs politiques, famille du défunt, magistrats, opinion publique) se porte sur l'enquête judiciaire ouverte en vue « d'élucider les circonstances de meurtre, d'en identifier les auteurs et de les sanctionner avec toute la rigueur de la loi ».

En effet, rappelle le quotidien, le rapport d'autopsie rendu public mardi 16 juin 2020, devant la presse, par le vice-premier ministre et ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Célestin Tunda ya Kasende, indique que le feu juge-président du Tribunal de grande instance de la Gombe, était décédé, le 27 mai 2020, des suites « d'une hémorragie intracrânienne résultant d'un traumatisme crânio-encephalique » mais aussi de « l'existence des substances toxiques à dose non létale dans le corps du défunt ».

L'annonce des rapports de l'autopsie fait par le vice- Premier ministre, ministre de la Justice, Célestin Tunda ya Kasende, revêt un caractère politique que judiciaire, complète Actu-30.info qui relaye la déclaration de la famille.

Pour la famille du juge Yanyi, la deuxième autopsie pratiquée par un expert international qui fait foi au gouvernement congolais l'a été à l'insu de la famille. Alors que celle-ci conditionnait avoir les éléments du premier rapport du Dr Tshomba avant de procéder à cette deuxième autopsie. La manipulation du corps du défunt par cet expert international a été faite à l'absence de la famille, ce qui rime à une fraude organisée, fait savoir le média en ligne.

Ituri : 16 morts lors des combats entre les FARDC et la milice CODECO

<https://www.radiookapi.net/2020/06/17/actualite/securite/ituri-16-morts-lors-des-combats-entre-les-fardc-et-la-milice-codeco>

Publié le mer, 17/06/2020 - 19:00 | Modifié le mer, 17/06/2020 - 20:03

Seize personnes ont été tuées morts et plusieurs armes récupérées lors des combats qui ont opposés les militaires des FARDC et des éléments de la police nationale congolaise aux miliciens de la CODECO dans les territoires de Djugu et d'Irumu en Ituri. Ces affrontements se sont déroulés dans la nuit de mardi à mercredi 17 juin.

Selon des sources sécuritaires, une patrouille de la police est tombée dans une embuscade de l'ennemi. Et sur un autre front, ce sont des forces loyalistes qui ont ouvert le feu sur ces miliciens.

Des sources sécuritaires renseignent que le premier affrontement est survenu dans la périphérie du centre commercial de Kpandroma dans le secteur de Walendu Pitsi, où des policiers, appuyés par des soldats des FARDC ont riposté à une attaque de ces hommes armés. Ces échanges de tirs ont duré plusieurs heures, de 20 heures à une heure du matin.

Le bilan dressé par l'armée fait état de trois policiers blessés et d'un civil tué. Ces crépitements de balles ont obligé les habitants de ce coin à quitter le milieu. Certains ont passé la nuit en brousse, indiquent des témoins.

Le porte-parole des FARDC en Ituri, lieutenant Jules Ngongo, parle d'un autre front, entre les villages Rity et Wari, à la limite entre le territoire de Djugu et celui d'Irumu. Quinze assaillants ont été neutralisés et plusieurs autres blessés. Cinq armes de type AK47 ont été récupérées par l'armée. Dans les rangs des FARDC, selon lui, trois militaires ont été touchés par balles.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la traque contre ces miliciens, qui endeuilent l'Ituri depuis 2017, a affirmé le porte-parole des FARDC en Ituri.

Kamerhe manque le coche

<https://www.lephareonline.net/kamerhe-manque-le-coche/>

Par lephare - 15 juin 2020

L'affaire Kamerhe et consorts contre le Ministère public en rapport avec le Programme des 100 jours, plus particulièrement dans son volet relatif à l'érection des maisons préfabriquées, va connaître son épilogue ce samedi 20 juin. L'opinion reste suspendue aux lèvres des juges qui vont prononcer leur verdict, fixant, de ce fait, le sort de chacun des prévenus après avoir pris en délibérée la cause depuis le 11 juin dernier.

La retransmission en direct de ce procès aussi bien à la télévision qu'à la radio a coupé court à bien de spéculations. Nombre de Congolais avaient vite crié à un procès politique. Mais, les faits ont parlé en sus du professionnalisme dont ont fait montre les juges dans la conduite de la cause.[Etc.]

UGANDA

Ishta Kutesa Named Israel Envoy to Uganda

softpower.ug-21 hours ago <https://www.softpower.ug/ishta-kutesa-named-israel-envoy-to-uganda/>

Ishta Asiimwe, the newly appointed Honorary Consul of the Israel to Uganda presented her credentials to Minister of State for International ...

Ugandan Pop Star Joins Opposition to Museveni's 34-Year Rule

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-06-15/ugandan-pop-star-agrees-alliance-with-veteran-opposition-leader>

Bloomberg-15 Jun 2020

Two of Uganda's main opposition politicians, Bobi Wine and Kizza Besigye, agreed an alliance that could pose the biggest challenge yet to ..

KENYA :

Kenya fails to clinch UN seat despite beating Djibouti

<https://www.nation.co.ke/kenya/news/kenya-fails-to-clinch-un-seat-despite-beating-djibouti-731724>

By AGGREY MUTAMBO

The contest between Kenya and Djibouti will head to the second round of voting Thursday after the first phase saw Nairobi's victory insufficient to win the UN Security Council seat.

In the first round, Nairobi scored 113 votes against Djibouti's 78. And although Kenya was firmly in the driving seat, the rules of the elections demand at least two-thirds of the eligible UN member states voting to be declared winner.

On Wednesday, the election that started at 4pm Kenyan time saw 192 of the 193 member states voting. Only Venezuela was barred from casting its ballot as it is still in arrears for its membership in the UN.

It means Nairobi's diplomats will have to work a lot harder to lobby countries across the world for one more vote each to see off a Djibouti that rejected AU's decision to endorse Kenya and went ahead to conduct parallel campaigns for the only seat allocated for Africa.

The UN Security Council is the most powerful organ of the UN, charged with maintaining global peace and security. Its decisions, by law, must be obeyed by all UN member states, giving its prestige and power.

Nairobi, if it wins, would be among the 10 non-permanent members, who often work alongside the permanent five (Russia, China, UK, US, France) to pass resolutions touching on global peace and security.

Evariste Ndayishimiye to be sworn-in today as Burundi President

<https://www.the-star.co.ke/news/africa/2020-06-18-evariste-ndayishimiye-to-be-sworn-in-today-as-burundi-president/>

Burundi's newly elected president, Evariste Ndayishimiye is due to be sworn in on Thursday - two months earlier than planned.

The fast-tracked ceremony comes after his predecessor Pierre Nkurunziza died suddenly last week.

Mr Ndayishimiye is a former rebel leader, like Nkurunziza.

He was backed by his predecessor and was declared the winner of May's presidential election, which the opposition said was rigged.

Nkurunziza died aged 55 on June 8 after suffering a cardiac arrest, the government said. There are unconfirmed reports that he was suffering from Covid-19.

After 15 years in power, Nkurunziza was due to step down in August.

According to Burundi's constitution, if the head of state dies in office then the president of the national assembly, currently Pascal Nyabenda, should succeed him.

But after a ruling by Burundi's Constitutional Court, Mr Ndayishimiye's inauguration in the capital, Gitega, was brought forward.

SOUTH SUDAN :

South Sudan parties agree on state governorships

By CGTN Africa - <https://africa.cgtn.com/2020/06/17/south-sudan-parties-agree-on-state-governorships/>

South Sudan's President Salva Kiir and vice president Riek Machar have agreed on the process for nominating regional governors, a minister said on Wednesday, potentially eliminating a major stumbling block to a peace deal between them.

South Sudan ended five years of civil war in 2018 but disagreements between Kiir and Machar, who led the opposing sides, have prevented the peace process from being concluded.

Kiir's party will nominate governors in six of the country's 10 states, Machar's will nominate three states and other South Sudan opposition parties the final one, Minister for Presidential Affairs Nhial Deng Nhial told a news conference.

Machar had previously opposed that arrangement but his office said a deal had now been agreed.

The two have also failed to work out a mechanism for integrating the country's various armed groups.

The war killed an estimated 400,000 people, caused a famine and created Africa's biggest refugee crisis since the 1994 genocide in Rwanda.

Previous peace agreements have held for only a matter of months before fighting resumed.

'Arms embargo creates further insecurity in South Sudan'

<https://www.aa.com.tr/en/africa/arms-embargo-creates-further-insecurity-in-south-sudan/1881167>

South Sudan cannot arm police to keep law, order due to embargo because they do not have access to int'l market

Benjamin Takpiny | 18.06.2020 JUBA, South Sudan

South Sudan's government has expressed disappointment with the renewal of arms embargo on the country by the UN Security Council (UNSC), and warned the action will only increase insecurity in the country.

On May 29, the UNSC adopted a resolution to run till May 31, 2021 on arms embargo, travel and financial sanction for targeted individuals in South Sudan.

The embargo is meant to deny the country of arms and other resources that would fuel crisis, according to the UNSC.

But the government has expressed disappointment over it, arguing that it will instead create insecurity.

"Our biggest problem with the arms embargo as a country is, the civilians are more armed than the government and this is a challenge as a country really, because we have been locked in we don't access to international market," the Deputy Minister of Foreign Affairs and International cooperation Deng Dau Deng told Anadolu Agency

"Even just to arm the police for them to keep law and order is a big issue to us," he said.

Referring to the sanctions on individuals, Deng said: "It's very difficult to those individuals who are targeted as citizens of South Sudan because even before COVID-19 they were not allowed to travel."

"We raised this issue, we want to discuss on how to delist those who are on the sanction list."

The council first imposed the arms embargo in 2018.

The arms embargo empowers all UN member states to prevent arms and related equipment of all types – including weapons and ammunition, military vehicles and equipment, paramilitary equipment, and any spare parts – from entering South Sudan.

On May 30, the 15-member body was also asked to provide a report by the end of October on the role of the arms embargo in implementing a 2018 peace agreement as well as providing options for developing benchmarks in South Sudan, which is emerging from a ruinous six-year civil war that left 380,000 dead and millions displaced.

The resolution extended the arms embargo and targeted sanctions until May 31, 2021, but authorized a mid-term review of the measures by Dec. 15 this year.

Russia, China, and South Africa have argued that sanctions are not conducive to promoting the peace process, so they abstained on the resolution.

US Ambassador to South Sudan Thomas Hushek said the renewal of the embargo and sanctions are a step to keeping the peace process moving forward and will only be removed when progress is seen in the peace implementation.

“I think that is an important step forward and it sets out a plan to measure progress against the peace process that will eventually lead to the lifting of those arms embargo and sanctions to make the peace processes moving forward,” Hushek said last week after he met with officials from the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation in the South Sudanese capital Juba.

“The main thing is to keep the peace process moving forward,” Hushek insisted.

The US administration and EU have sanctions on more than 10 South Sudanese officials since 2014 for allegedly perpetuating conflict in the East African nation.

Both were accused of expanding the country’s conflict and obstructing the reconciliation process or peace talks.

South Sudan, which gained independence from Sudan in 2011, plunged into civil war in 2013 after a conflict broke out between forces loyal to President Salva Kiir and Vice President Riek Machar.

The conflict has led to a humanitarian crisis with millions of refugees forced to flee the country, as well as famines and atrocities such as rape.

SUDAN :

Turkish medical aid arrives in Sudan amid COVID-19

<https://www.aa.com.tr/en/africa/turkish-medical-aid-arrives-in-sudan-amid-covid-19/1878242>

140 packages of medical supplies include protective masks, safety goggles and gloves

Omer Erdem | 16.06.2020

KHARTOUM - A Turkish cargo plane carrying medical supplies to help Sudan combat the spread of the novel coronavirus landed at Khartoum International Airport on Monday.

Some 140 packages of medical supplies, including protective masks, safety goggles and gloves, arrived in the country, said Serdar Yilmaz, head of the Turkish Red Crescent’s Sudan delegation.

Yilmaz said the aid will be delivered to the Sudanese Red Crescent to distribute among various centers that are fighting against the COVID-19 outbreak.

“The Turkish Red Crescent and Turkish people have always been with the Sudanese people. I would like to thank the Turkish people for their support to Sudanese brothers,” said the directorate of the Turkish Red Crescent's Khartoum branch

Another 213 cases were confirmed in Sudan in the past 24 hours, bringing the total to 7,220, while 468 people have died.

After originating in Wuhan, China last December, COVID-19, the disease caused by coronavirus, has spread to 188 countries and regions across the world.

The pandemic has killed more than 435,000 people worldwide, with the total number of infections reaching over 8 million, while just over 3.8 million people have recovered from the disease, according to figures compiled by US-based Johns Hopkins University.

Sudan rejects filling of Ethiopia's Nile dam without agreement

<https://www.nation.co.ke/kenya/news/africa/sudan-rejects-ethiopia-nile-dam-filling-731754>

By XINHUA - Khartoum Sudan on Wednesday announced its rejection to unilateral filling of Ethiopia's Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) without an agreement between Sudan, Egypt and Ethiopia.

"Sudan does not accept unilateral filling of the dam without signing an agreement," Sudanese Irrigation and Water Resources Minister Yasir Abbas said at a press conference in the capital Khartoum.

Sudan on Wednesday proposed to refer the issues of difference over the GERD to the political leadership in the three countries, Abbas said.

EQUITABLE WATER USE

The Sudanese minister highlighted Sudan's support for the right of any country in equitable use of water without causing harm.

ETHIOPIA :

Ethiopia, Sudan, Egypt reach understanding on Nile dam

<https://www.aa.com.tr/en/africa/ethiopia-sudan-egypt-reach-understanding-on-nile-dam/1876641>

1st stage filling of Ethiopia's \$5B dam on Nile River to start in July so that Ethiopia can test 2 turbines in mid-next year

Addis Getachew | 14.06.2020

ADDIS ABABA, Ethiopia In spite of Egyptian pessimism on the latest round of negotiations over the \$5billion hydro dam it is constructing on the Nile River, Ethiopia said on Sunday that an understanding was reached on the first-stage filling and operation of the dam.

The announcement came in a statement by Ethiopia's Water, Irrigation and Energy Ministry after Sudan, Ethiopia and Egypt later on Saturday held their fourth-day talks on the first-stage filling and annual operation of the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD).

Based on the filling schedule of the GERD, the countries reached an understanding on the guidelines for the first stage filling, volume of environmental flow, and the approach to drought management rules.

The countries also reached an understanding on dam safety rules, environmental and social impact assessment studies, and implementation of the guidelines and rules.

On Saturday, Egyptian government spokesperson told reporters in Cairo that his government did not see any progress in the talks.

Ethiopia's Ministry of Water, Irrigation and Energy in its statement, however, urged Egypt to stop issuing confusing statements and continuing diplomatic pressure while negotiating.

Time for reconciliation and apologies to Ethiopian Somalis

<https://www.ethiopia-insight.com/2020/06/17/time-for-reconciliation-and-apologies-to-ethiopian-somalis/>

June 17, 2020 by Sharezad Faisal Gas -

I returned from the Diaspora after the formation of the 'New Ethiopia' in mid-2018, full of hope and optimism at the great political transformation in Ethiopia.

Prime Minister Abiy Ahmed was leading a new reform-oriented government. The idea of a rediscovered Ethiopia was being preached from Addis Ababa, music to the ears of millions of Ethiopians within the country and abroad. Abiy's focus was liberalizing the economy and promoting

unity amongst the country's more than 80 ethnic groups. Closer to home for me, Mustafa Muhammed Omer had taken over the seat of Somali Regional State (SRS) presidency from the notorious Abdi Iley who had ruled the region for eight years. It was a time of hope and confidence

SOMALIE :

Somalia, Somaliland talks touted as 'historic'

<https://www.aa.com.tr/en/africa/somalia-somaliland-talks-touted-as-historic/1877757>

Doubts abound over any breakthrough, as two sides' longstanding differences are unlikely to disappear

Addis Getachew Tadesse | 15.06.2020

ADDIS ABABA, Ethiopia - Talks between Somali and the breakaway Somaliland region are being hailed as historic, as kick-starting a political dialogue between the two to resolve their longstanding differences.

Somalia President Mohamed Abdullahi Formajo and Somaliland leader Moussa Bihi Abdi met on Sunday in Djibouti, their neighbor in the Horn of Africa, in the presence of Ethiopian Prime Minister Abiy Ahmed, the Nobel laureate who in 2020 brought the two sides together in Addis Ababa, the Ethiopian capital.

Their host, Djibouti President Ismail Omar Guelleh, said at the opening of the meeting: "As we all know, a few days from now will mark the 60th anniversary of the end of colonial rule in the Somali territories. After the struggles of the last 30 years, the time for a rebirth is now.

"Indeed this new generation of young people are not burdened by the violence of the past and I believe they are the best suited to build anew."

Abiy also tweeted that he was "pleased" with the summit, calling it a "critical demonstration of open dialogue & reconciliation for national & regional development."

'Entrenched sides'

"It is a historic meeting and great opportunity, but talks will be difficult given the entrenched positions on both sides are still very opposed," Omar Mahmood, Somalia analyst for the International Crisis Group, told Anadolu Agency.

"I don't think either side has fundamentally altered their positions. For Somaliland, that means it views itself as independent of Somalia having dissolved its voluntary union with Somalia in 1991, backed up by a constitutional referendum that affirmed this point in 2001," he said.

Somalia "does not recognize Somaliland's breakaway status, and therefore maintains it is still part of Somalia's territorial integrity, and that the Federal Government bases in Mogadishu therefore has authority over Somaliland as well," he added.

Calling the summit's timing "odd" as Somalia is set to hold elections next year, he said: "The point seems to be to restart a high-level dialogue process, but will be difficult to see where it goes given all the other factors ongoing."

Both Somalia and Somaliland are set to celebrate in a few days the 60th anniversary of the liberation of the whole of Somalia from colonizers.

A former British protectorate, Somaliland got its independence in 1960 but days later joined Somalia. In 1991, it declared independence from the rest of the country following war with the government in Mogadishu.

Somalia said it will go ahead with plans to hold presidential and parliamentary elections in early 2021, despite current COVID-19 fears.

Injuries reported in explosion in Somalia's capital

<https://www.aa.com.tr/en/africa/injuries-reported-in-explosion-in-somalias-capital/1881365>

Explosion takes place near Turkish-run Maarif Foundation school in Mogadishu's Hodan district
Tufan Aktas | 18.06.2020 ISTANBUL

Multiple injuries were reported Thursday after a bomb exploded in Mogadishu, Somalia's capital. According to eyewitnesses speaking to Anadolu Agency, the explosion occurred in the city's Hodan district, where a Turkish-run Maarif Foundation school is also located.

The sound of the explosion, thought to have come when a bomb planted in the ground detonated, was heard in surrounding areas.

Many people were injured, according to the eyewitnesses, and they were taken to the local Fiqi Hospital.

No one has yet claimed responsibility for the incident.

After defeating a 2016 coup attempt, the Turkish government set up the Maarif Foundation to give responsible administration to overseas schools linked to the Fetullah Terrorist Organization (FETO), the group behind the coup bid.

The foundation has also established new schools and education centers across Africa and Asia.

FETO and its US-based leader Fetullah Gulen orchestrated the defeated coup, which left 251 people martyred and nearly 2,200 injured.

This is a developing story and more details will follow.

US air raids in Somalia in early 2020 killed seven civilians: HRW

<https://www.aljazeera.com/news/2020/06/air-raids-somalia-early-2020-killed-civilians-hrw-200617175942120.html>

US forces have not adequately investigated the two aerial attacks in February and March, Human Rights Watch says

The United States military has not adequately investigated two air raids in Somalia earlier this year that have killed at least seven civilians, including a child, according to the Human Rights Watch (HRW).

In a report released on Tuesday, the rights group said the killing of the civilians was in apparent violation of the laws of war. The HRW was referring to incidents on February 2 and March 10 in Jilib and Janaale, where no evidence of a military target involving the al-Shabab armed group was found, according to the report.

Al-Shabab is an al-Qaeda-linked group fighting to overthrow Somalia's internationally recognised government. It once controlled much of the country, but it was forced out of the capital, Mogadishu, in 2011 and has since lost most of its other strongholds. Its fighters, however, regularly stage attacks in Mogadishu and elsewhere.

The air raid in Jilib, a small farming town in southern Somalia that is controlled by al-Shabab, killed a young woman and wounded several others. On March 10, another raid near Janaale, some 95km (59 miles) south of Mogadishu, hit a minibus. Six civilians, including a child, were killed.

Somalia strikes: Amnesty says US behind civilian deaths (3:21)

According to HRW, relatives of those killed in both incidents publicly denied the US Africa Command's (AFRICOM) designation of their relatives as al-Shabab members and called on the US forces and the Somali government to meet them.

The HRW said neither AFRICOM nor the Somali government is known to have contacted family members to investigate the attacks.

"Reaching out to civilians seeking redress is not only the right thing to do, it will also help make its civilian casualty assessments more accurate," Laetitia Bader, HRW's Horn of Africa director, said.

"AFRICOM seems determined not to uncover whether its air strikes killed civilians or violated the laws of war. The military chain of command should recognise that not only does it have a legal obligation to investigate, but that basic decency toward the families of those harmed means providing financial assistance and an apology, not silence," Bader said.

'Stop killing innocent people'

Between February and May, HRW said it interviewed 14 people by phone, including "relatives of those killed in the February and March attacks - four of whom visited the scene in its immediate aftermath - and assessed publicly available information about the air strikes".

"We request that they stop killing innocent people," a relative of a boy killed in the minibus attack was quoted as saying by HRW.

"They have to make sure is it a soldier or a civilian, they need to identify exactly [who they target] before they launch the attack. We also request that there be compensation, from Somali government and US government with help of Somali government." ETC.

**** L'AFRIQUE DU SUD ****

MADAGASCAR :

New Species of Diamond Frog Discovered in Madagascar
<http://www.sci-news.com/biology/rhombophryne-ellae-08539.html>

Jun 16, 2020 by News Staff / Source - German herpetologist Mark Scherz has discovered a new species of diamond frog living in northern Madagascar.

The diamond frogs belong to Rhombophryne, a genus of microhylid frogs in the subfamily Cophylinae.

More than 20 species are currently recognized in the genus, all endemic to Madagascar.

Named Rhombophryne ellae, the newfound species is known only from the Montagne d'Ambre National Park.

"As soon as I saw this frog, I knew it was a new species," said Dr. Scherz, a researcher at the Bavarian State Collection of Zoology, the Technical University of Braunschweig, and the University of Konstanz.

"The orange flash-markings on the legs and the large black spots on the hip made it immediately obvious to me."

"During my Master's and PhD research, I studied this genus and described several species, and there are no described species with such orange legs, and only few species have these black markings on the hip."

"It's rare that we find a frog and are immediately able to recognize that it is a new species without having to wait for the DNA sequence results to come back, so this was elating."

Rhombophryne ellae is most closely related to a poorly-known and still undescribed species from Tsaratanana in northern Madagascar, but is otherwise quite different from other species in the genus.

With the orange coloration on its legs, it joins the growing list of frogs that have red to orange flash-markings.

SOUTH AFRICA :

Amazon to hire 3 000 people in South Africa
<https://techcentral.co.za/amazon-to-hire-3-000-people-in-south-africa/98890/>

By Duncan McLeod 18 June 2020 Amazon.com will hire 3 000 people in customer service in South Africa this year, the e-retailing and cloud computing giant said on Thursday.

The "virtual" roles, which will see the new employees working from home rather than a central office location, will range from customer service associates to technical experts who will provide 24/7 support to Amazon customers in North America and Europe.

The addition of 3 000 permanent and seasonal full-time positions will bring the total permanent workforce in South Africa to 7 000, the company said in a statement.

I am proud to have South Africa be a growing part of our ability to deliver a great experience to Amazon customers around the world

“The new jobs reflect our continued commitment to South Africa’s economic development, and I am proud to have South Africa be a growing part of our ability to deliver a great experience to Amazon customers around the world and provide employees with the opportunity to work safely from home,” said Andrew Raichlin, director of Amazon customer service in South Africa.

Candidates interested in applying must meet the following requirements: completed matric/grade 12/NQF level-4 qualification or higher, have an excellent command of English and be a South African citizen.

The technical positions will support customer inquiries on devices, digital and Alexa. These roles will require candidates to translate technical information and provide instructions to help Amazon customers troubleshoot issues.

Dedicated Internet

“Since these will be virtual roles, applicants will also need a private, quiet workspace and an existing and dedicated Internet connection, according to Amazon specifications.”

“We welcome the decision by Amazon to locate more of its global services in South Africa,” said trade, industry & competition minister Ebrahim Patel in the statement.

“The economy will increasingly shift to more productive services and digital technologies, which can provide significant opportunities for young people. The Covid-19 pandemic is accelerating the digital transition of work, and this decision by Amazon to locate these jobs in South Africa shows our ability to offer a good value proposition,” the minister added.

The investment in customer service jobs comes as Amazon ramps up its investments in South Africa, especially in the cloud computing arena. The company’s Amazon Web Services (AWS) unit, the world’s largest hyperscale cloud provider, recently opened its first data centre region in Africa, in Cape Town.

AWS first established a presence in Cape Town, setting up a development centre in 2004. In 2010, Amazon customer service opened operations in Cape Town.

South Africa reports 74 more COVID-19 deaths

<https://www.aa.com.tr/en/africa/south-africa-reports-74-more-covid-19-deaths/1874081>

Deaths, infections increase daily in country, which now accounts for 25% of Africa's cases

Hassan Isilow | 12.06.2020 JOHANNESBURG South Africa’s Health Ministry reported 74 more coronavirus deaths late Thursday, bringing the country’s total number of fatalities to 1,284.

“We extend our condolences to the loved ones of the departed and thank the healthcare workers who treated the deceased,” Health Minister Zweli Mkhize said in a statement.

Mkhize also said that 3,157 new cases were diagnosed in the past 24 hours, bringing the total number in the country to 58,568.

He said the country has so far tested 1,028,399 people for COVID-19, with nearly 30,000 tests done Thursday.

Despite the high numbers of cases and deaths, health experts continue to applaud South Africa’s mass testing campaign.

“The recoveries to date are 33,252. This translates to a recovery rate of 56.8%,” he said.

The Western Cape and Eastern Cape provinces remain the country’s epicenter of the virus, reporting a high number of cases and deaths daily.

The World Health Organization (WHO) Africa Regional Office said Thursday that more than 200,000 cases of COVID-19 have been confirmed so far on the continent with over 5,600 deaths.

“The pandemic is accelerating – it took 98 days to reach 100,000 cases [in Africa] and only 19 days to move to 200,000 cases,” it warned in a statement.

The WHO said 10 out of 54 countries on the continent are currently driving the rise in numbers, accounting for nearly 80% of all cases.

“More than 70% of the deaths are taking place in only five countries: Algeria, Egypt, Nigeria, South Africa and Sudan,” it said.

South Africa is the most affected country, accounting for 25% of the continent’s total cases.

The health body also revealed that more than half of the countries on the continent are experiencing COVID-19 community transmission.

“In many cases, this is concentrated in capital cities, but cases are spreading into the provinces,” it said.

BOTSWANA :

Botswana lifts coronavirus lockdown, reopens schools

<https://www.aa.com.tr/en/latest-on-coronavirus-outbreak/botswana-lifts-coronavirus-lockdown-reopens-schools/1878591>

Officials urge citizens to continue to observe precautionary measures

Felix Tih | 16.06.2020 ANKARA Botswana has lifted coronavirus lockdown and announced the reopening of schools in the capital Gaborone, according to a government statement.

"All completing classes (standard 7, form 3, and form 5) in public schools within the Greater Gaborone zone" will resume on June 17, Private schools will make their own arrangements on school reopening," the statement said late Monday.

It said the pre-primary classes will open on Aug. 4 as initially scheduled.

Non completing classes in government schools are scheduled to open on June 22, it added.

In a televised address on Monday night the Director of Health Services Dr. Malaki Tshipayagae said lifting the lockdown was based on an evidence that the risks posed by COVID-19 in the zone had decreased, Daily News reported.

Tshipayagae urged the people to continue to observe precautionary measures aimed at curbing spread of the pandemic and avoiding risks during social activities.

The southern African country has so far confirmed 60 coronavirus cases, with one death and 24 recoveries, according to government figures.

ZIMBABWE :

Zimbabwe: Healthcare workers walk out over wage cuts

<https://www.aa.com.tr/en/africa/zimbabwe-healthcare-workers-walk-out-over-wage-cuts/1880737>

When we expected government to raise salaries due to inflation, they decided to slash earnings, says nurse group official

John Cassim | 17.06.2020 - HARARE, Zimbabwe Hospital workers at Zimbabwe’s biggest hospital walked out on Wednesday, expressing anger over the government’s decision to abruptly cut their salaries by at least 50 percent.

Most of those protesting at Parirenyatwa Hospital in the capital Harare said they were earning between \$7,000-\$10,000 Zimbabwean dollars (ZW) a month (\$100-\$130) before their earnings were slashed to ZW\$3,500-\$5,000 amid crushing estimated inflation of 900%.

“We were taken by surprise that at a time when we expected the government to increase salaries because of inflation, they decided to slash our meager earnings,” said Enock Dongo of the Zimbabwe Nurses Association (ZINA).

“We want money that can buy [protection] so that we can satisfactorily deal with COVID-19 coming from our homes.”

"We're not so sure why they garnished our salaries, they still owe us an explanation, that's why we're protesting," said Douglas Chikobvu, secretary general of the Zimbabwe Professional Nurses Union.

The protests took place in Harare, where nurses, doctors, radiographers, and other support staff demanded answers over the varying deductions including allowances for COVID-19 frontline workers.

The protestors were waving signs with messages such as "\$40 can't cover your daily expenses," "we're nurses and humans too," "we need more money," and "we're hungry."

Meanwhile, soldiers and police tightened a lockdown security in major cities and towns, turning people back home for unexplained reasons.

The hospital workers strike could hamper efforts to deal with COVID-19 in a country that has recorded 391 confirmed cases including four deaths to date.

In the meantime, the government has responded by raising civil service wages and allowances.

"With immediate effect all Civil Servants salaries will be adjusted upwards by 50%, in addition all civil servants will be paid a flat non-taxable COVID-19 allowance of \$75 per month," a Finance Ministry statement said.

"The interim arrangement is for three months starting from June 2020."

But Dongo expressed concern that the government is avoiding negotiations and announcing salary adjustment through statements instead of dialogue.

Zimbabwe keen to learn from China on containing imported COVID-19 cases: FM

http://www.xinhuanet.com/english/2020-06/18/c_139149285.htm

Source: Xinhua| 2020-06-18 18:15:17|Editor: huaxia HARARE, June 18 (Xinhua) -- Zimbabwe is keen to learn from China's experiences in the fight against COVID-19, particularly on how to contain imported cases, Foreign Affairs and International Trade Minister Sibusiso Moyo said Wednesday.

His comments came in the wake of a sharp rise in the number of imported COVID-19 cases in the country in recent weeks, driven mainly by residents returning from the Diaspora.

"We would want information sharing between China and Zimbabwe and China and the rest of Africa, particularly on how we can control infections emanating from returnees or transiting passengers," Moyo said.

The minister was speaking to Chinese media soon after Zimbabwean President Emmerson Mnangagwa participated in the Extraordinary China-Africa Summit on Solidarity against COVID-19 through video link on Wednesday.

Moyo said Zimbabwe was facing a huge challenge in containing the pandemic, particularly imported cases, due to a weak public health system and inadequate resources.

Zimbabwe has witnessed a sharp rise in confirmed COVID-19 cases in recent weeks, from 149 at the end of May to over 400 as of June 18, the majority of which were imported cases.

"Zimbabwe as a nation under sanctions has had its primary health care facilities not up to speed in order to host challenges which are originating from the COVID-19 pandemic.

"Secondly, Zimbabwe also faces challenges of the test kits, and all the facilities and technology which is required for handling of the COVID-19 pandemic," the minister said.

He said due to shortage of tests kits, Zimbabwe has had to focus more on testing returning residents, at the expense of the rest of the local population.

"We are still to test internal infections which are taking place, and this is the limitation which we have been experiencing."

The minister, however, said China's material and technical support so far has helped the country to alleviate some of the challenges it is facing in containing the pandemic.

He hailed the online China-Africa Summit on COVID-19, saying it demonstrated stronger solidarity between China and Africa.

"We believe that FOCAC is a platform which is going to continue and achieve greater heights in its cooperation between Africa and China.

"And the resolutions which have been made are a clear road map of the best way to deal with the COVID-19 pandemic," he said. Enditem

ZAMBIA :

Zambia has become the poster child for the good, bad, and ugly of the China-Africa story
<https://qz.com/africa/1870218/how-zambia-became-china-africas-ground-zero-of-debt-racism/>

June 18, 2020 Kwasi Gyamfi Asiedu By Kwasi Gyamfi Asiedu

In December 2017, when Zambian authorities recruited eight Chinese nationals into its police force, it predictably caused a stir locally and internationally. After a public uproar, the eight reservists were decommissioned.

The incident cast Zambia once again into the global spotlight for its relationship with China. For many analysts, this southern African country of 15 million people has become the ground zero for examining the relationship between the continent and its largest trading partner.

The relationship is nearly as old as post-colonial Zambia which gained independence in 1964. From the onset, China has been crucial as an alternative to the West. Landlocked and needing a connection to the coast that bypassed white-minority ruled neighbors, China helped to build and finance a 1,860-kilometer railway line between the port in Dar es Salaam, Tanzania and Kapiri Mposhi in central Zambia. When it was finished in the 1970s, it was China's biggest infrastructure project internationally. ETC.

Chinese nationals killed and burned in Zambia

<https://www.stlucianewsonline.com/chinese-nationals-killed-and-burned-in-zambia/>

Analysis by Jenni Marsh and Chiwoyu Sinyangwe, CNN June 6, 2020 (CNN) — The trail of blood outside the warehouse door was the only immediate sign that a murder had taken place. But CCTV footage seized by police, and seen by CNN, revealed a brutal afternoon of carnage.

At midday on Sunday, May 24, three Zambian attackers with iron bars entered the grounds of a Chinese-owned textile warehouse in Lusaka. Police said they were pretending to be potential customers.

But the trio did not want to do business.

Over the next 17 minutes, the CCTV footage shows, they beat two men and one woman to death in the courtyard, before dragging their bodies into the adjoining warehouse.

That's where the footage ends. According to police, the attackers then dismembered their bodies and used flammable materials from the Blue Star clothing business to set their bodies and the building ablaze, burning them so severely that it took Zambian authorities three days to retrieve their charred remains from the rubble.

Before fleeing, the attackers raided the property for valuables. A blood-stained machete was found by police.

The gruesome murder of 52-year-old Cao Guifang, the wife of the textile warehouse owner — who was in their home province of Jiangsu, in eastern China, when the attack happened — and her two male employees, Bao Junbin, 58, and Fan Minjie, 33, came at the end of a week when anti-Chinese sentiment in the Zambian capital was nearing boiling point.

In the days leading up to the murder, Lusaka Mayor Miles Sampa had accused Chinese bosses in the capital of “slavery reloaded,” used the derogatory term “Chinaman,” and, stoking racial divides, reminded the public in a video posted on his Facebook account that “black Zambians did not originate coronavirus. It originated in China.”

There are an estimated 22,000 Chinese nationals living in Zambia, operating 280 companies, mostly spread between Lusaka and the copperbelt in the north. Beijing owns about 44% of Zambia’s debt, which has led to fear among some Zambians that China has too much control over the country.

While police have not directly linked the murder to anti-Chinese sentiment, the crime came as a reminder of the violent outbursts some Chinese have faced while living in Zambia, a key partner for China along its coveted Belt and Road project.

“Even some of the people who stayed here for more than 20 years, they’ve also been shocked by such kind of criminal activities,” says Eric Shen, a Chinese businessman who has been living in Zambia for more than a decade.

MALAWI :

Malawi will be like United States if you give me five more years – Mutharika

<https://malawi24.com/2020/06/18/malawi-will-be-like-united-states-if-you-give-me-five-more-years-mutharika/>

President Peter Mutharika has claimed that he will develop Malawi to the levels of United States of America if he gets re-elected in the 2020 Fresh Presidential Elections. The Malawi leader made the claim at a Democratic Progressive Party (DPP) campaign rally in Lilongwe on Wednesday.

Mutharika asked Malawians to vote for him in the June 23 elections so that he should continue implementing development projects in the country.

According to Mutharika, his government has constructed over 60 roads equivalent to 6000 kilometers across the country over the past five years.

“If you give me another five-year term, I will develop this country to the levels of South Africa or Singapore or United States of America,” said Mutharika.

He also told supporters that his government will construct new roads in Lilongwe. He mentioned plans to construct a dual carriageway from roundabout to Kamuzu International Airport, saying funds have already been identified.

Mutharika also talked about plans to construct the Lumbadzi to Karonga road which will pass through Kasungu, Mzimba and Chiweta. Another road is the Lilongwe Eastern bypass road from Nthenje to Kanengo.

“For all this to happen, you should vote for DPP in the Fresh Presidential Elections,” said Mutharika.

Campaign for the elections started on May 2 and so far Mutharika has conducted rallies in Thyolo, Ntcheu, Blantyre and Lilongwe. He is expected to go back on the campaign trail on Friday when he will visit Kasungu, Mzimba and Mzuzu.

NAMIBIA :

Sardarov plane lands in Namibia

<https://www.namibian.com.na/>

News - National | 2020-06-18 TILENI MONGUDHI and MATHIAS HAUFIKU

MINISTER of home affairs, immigration, safety and security Frans Kapofi says there was no need to isolate Russian billionaire Rashid Sardarov's flight crew when they arrived in Namibia last weekend.

The crew came to Namibia to fly the billionaire to Russia.

The Namibian understands Sardarov's crew arrived last Friday and departed over the weekend without being quarantined.

Details of the flight come at a time the government said it was aware of the Sardarov plane frequently flying in and out of the country during the state of emergency.

A document seen by The Namibian shows the government sanctioned the controversial billionaire's flight last week.

Kapofi said Sardarov was not being favoured, but confirmed the Russian was allowed to leave the country and return to his native Russia.

He said Sadarov's plane came from Europe just to fetch him and that the crew did not disembark, or they would have been quarantined.

“Sardarov was on his farm in Namibia for the duration of lockdown,” said Kapofi.

Minister of justice Yvonne Dausab yesterday said under the current regulations, international travels are still prohibited.

She told The Namibian the only people allowed to enter the country during this period are Namibians returning from foreign countries and essential workers – especially health workers and consulate employees.

The minister said all people entering the country will be subjected to a mandatory 14-day quarantine.

Foreigners in Namibia are, however, allowed to leave.

Dausab said she was not aware of any private flight that entered the country.

The Ministry of Health and Social Services, the Ministry of Home Affairs, Immigration, Safety and Security as well as hte Ministry of Works and Transport all sanctioned Sardarov's trip.

This is after the Russian's Namibian lawyer Sisa Namandje wrote to the government seeking permission for his client's private aircraft to land in Namibia.

Namandje last month sought authority for Sardarov's Bombardier jet to land at the Hosea Kutako International Airport and for the oligarch to fly out of Namibia on 14 June.

Executive director of works and transport Wilhencia Uiras wrote to Namandje on 12 June, stating that the “Ministry of Works and Transport has no objection to granting the necessary flight clearance for the aircraft to land and depart from Hosea Kutako International Airport on 14 June 2020 provided that all regulations related to the Covid-19 state of emergency and related directives are adhered to”.

Her letter further reads: “We have observed the increased frequency of entries into and out of Namibia by the specific aircraft during the state of emergency and we urge you to abide by the travel restriction imposed through the state of emergency Covid-19 regulations.”

Popular Democratic Movement leader McHenry Venaani asked the government to explain Sardarov's plane's entry into Namibia.

In 2018 Sardarov made headlines in Namibia when he bought four farms outside Windhoek for more than N\$43 million, despite a public outcry about the sale of land to absent foreign landlords.

The flamboyant businessman wrapped up this transaction about a week before national leaders met in Windhoek for the second national land conference.

Sardarov bought the farms through his Switzerland-based company, Comsar Properties SA, to add to the 28 000 hectares he bought in 2013 at Dordabis, south-east of Windhoek.

ANGOLA :

Government's commitment to diversify Angola's economy continues to offer opportunities for investors in the power sector

<https://www.busiweek.com/governments-commitment-to-diversify-angolas-economy-continues-to-offer-opportunities-for-investors-in-the-power-sector/>

15th June 2020 Godfrey Ivudria Angola expects to implement a USD 400 million two-phase project in the clean energy segment, funded by the World Bank and the French Development Agency

JOHANNESBURG, South Africa, June 15, 2020 – Notwithstanding the ongoing crisis in the oil sector globally that has led to significant drops in government revenue, the Angolan Government has said it remains ever more committed to the diversification of the country's economy away from oil revenue dependence.

The government's push to increase production nationally and hence reduce imports, especially food imports, consists of a number of initiatives that include major investments in power infrastructure. The development of the power industry, with the aim of providing cheap, reliable and affordable energy for both industry and the population is a key pre-requisite for the development of Angola's productive sector.

According to H.E Joao Baptista Borges, Angola's Minister of Energy and Water, the government is prepared to invest around USD 500 million over the next two years in solar energy projects in the country as part of a strategy to increase clean energy generation, and bring electricity to the entire country. This statement was given by Minister Borges in Addis Ababa during the 3rd African Business Forum, promoted by the United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), on February 11th, 2020.

Additionally, Angola expects to implement a USD 400 million two-phase project in the clean energy segment, funded by the World Bank and the French Development Agency (AFD). The project aims at improving the distribution of electricity in four key provinces. The Project also expects to reform the structure of public companies in the sector with the aim of increasing access to affordable Energy for Angola's underserved populations. On May 29, the government started a public consultation to determine the environmental impact of the project.

The Angolan state oil company, Sonangol, and Italian major Eni signed in June 2019 an agreement that created Solenova Ltd. The purpose of this jointly-controlled company is to assess and develop renewable energy opportunities in Angola. ENI and the Angolan Government also agreed to jointly develop the 50MW Caraculo Solar Plant in Angola's south western province of Namibe.

In the coming months, according to the Minister of Energy and Water, another 300MW of solar energy will be installed in the country, equivalent to a third of the capacity of the Cambambe hydroelectric plant (one of the main power structures in Angola), which, according to Minister João Baptista Borges, shows the government's commitment to renewable energy, especially whenever generation costs are competitive.

"We see many projects in the pipeline in Angola, in addition to those that are already ongoing. This is a testament that the government is serious about boosting industrialisation with the help of affordable energy. I believe these investments will pay off in the coming years and for generations to come," said Verner Ayukegba, Senior Vice President of the African Energy Chamber. According to him, Angola even has the potential of becoming a future exporter of energy into the region. The existence of all major International Oil Companies (IOCs) is an added advantage to Angola as these companies seek to increase their non-carbon footprint by investing in clean energy projects. While Eni seems to be leading the way in Angola with its solar initiatives, others are set to follow. French oil company Total for instance has initiated negotiations with the Angolan government, and an agreement is anticipated on other clean energy generation projects soon.

The minister also revealed that the country is already working with Africa50, a pan-african infrastructure investment platform created to promote infrastructure investments across Africa.

Business Opportunities in the power sector are expected to increase given that 50% of the Angolan population still does not have reliable access to electricity. According to Minister João Baptista Borges, the Angolan Electricity Sector Development Plan and the Energy Security Plan point to the construction of a capacity of about 600 MW of solar energy in the country by 2022, with the installation of about 30,000 individual photovoltaic energy production systems, in line with the country's National Development Plan 2018-2022. In order to achieve this goal, the minister notably stressed that the government will open up the sector to competition from the private sector, both national and international.

MOZAMBIQUE :

Mozambique court jails police officers for murder of election observer

<https://africa.cgtn.com/2020/06/20/mozambique-court-jails-police-officers-for-murder-of-election-observer/>

By CGTN Africa -A Mozambique court on Thursday convicted six officers from an elite police unit of murder in the killing of electoral observer and rights activist Anastácio Matavel days before last year's presidential election.

Matavel was shot 10 times by a group of men armed with assault rifles in the southern province of Gaza during weeks of low-level violence in the country as supporters of the long-ruling Frelimo party clashed with those of the opposition Renamo before the vote won by the incumbent, Filipe Nyusi.

The Judicial Court of the Province of Gaza on Thursday handed the six policemen sentences of between three and 24 years for their involvement in the murder, while a seventh accused, a civilian, was acquitted.

The court also ordered the six to pay compensation of 1.5 million meticaïs (\$22,000) to Matavel's family.

Mozambique police and government authorities did not respond to telephoned requests by Reuters for comment.

GUINEA BISSAU :

Erdogan rencontre son homologue de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/erdogan-rencontre-son-homologue-de-guin%C3%A9e-bissau-umaro-sissoco-embalo-/1884059>

Berk Özkan, Ayvaz Çolakoğlu | 20.06.2020 AA - Istanbul Le président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan a rencontré son homologue de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló.

Erdoğan a participé samedi par vidéoconférence à l'inauguration du barrage de Kars dans l'est de la Turquie.

A la suite de l'inauguration, Erdoğan a rencontré le président de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, en visite de travail en Turquie, au palais présidentiel à Ankara, la capitale du pays.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, était présent lors de cette rencontre.

Au cours de cet entretien, les deux chefs d'Etats ont fait le point sur les relations bilatérales, les moyens de développer la coopération et discuté des sujets régionaux et internationaux.

CABO VERDE / CAPE VERT :

Parlamento Europeu aprova acordo de pesca com Cabo Verde

<https://expressodasilhas.cv/pais/2020/06/18/parlamento-europeu-aprova-acordo-de-pesca-com-cabo-verde/70036>

Por Expresso das Ilhas, Lusa, 18 jun 2020 10:44 O Parlamento Europeu (PE) aprovou hoje protocolos aos acordos de pesca entre a União Europeia (UE) e Cabo Verde, a Guiné-Bissau e São Tomé e Príncipe, com base nas recomendações de três relatores portugueses. Na resolução, o PE exorta a Comissão e os Estados-membros a reforçarem a sua cooperação com Cabo Verde.

Os eurodeputados Cláudia Monteiro de Aguiar (PSD), João Ferreira (PCP) e Nuno Melo (CDS) são, respectivamente, os relatores do PE sobre os protocolos aos acordos de pesca com os três países.

O novo protocolo ao acordo de pesca entre a UE e Cabo Verde concede à frota europeia licenças para 28 atuneiros cercadores congeladores, 27 palangreiros de superfície e 14 atuneiros com canas, a serem distribuídos por Portugal, Espanha e França.

A contrapartida financeira anual ascende a 750 mil euros, verba que se divide num montante anual de 400 mil euros pelo acesso à zona de pesca (com uma tonelagem de referência de 8.000 toneladas por ano) e de 350 mil euros para a aplicação da estratégia nacional de pesca e da economia azul. ETC.

SAO TOME AND PRINCIPE :

São Tomé and Príncipe: Sharpened focus

<https://www.iflr.com/article/b1m4bshb71qdn9/s227o-tom233-and-pr237ncipe-sharpened-focus>

Joana Andrade Correia and Júlio Martins Júnior of Raposo Bernardo review São Tomé and Príncipe's recent efforts to overhaul and streamline its investment framework, including the establishment of a flagship One-Stop Office.

São Tomé and Príncipe is strategically located in the Gulf of Guinea region, in close proximity and with easy access to the West Africa market. The Government of São Tomé and Príncipe is working to achieve sustainable economic development for the country, adopting policies to develop the free trade area and the circulation of people, goods and services and to resolve restrictions associated with non-trade barriers. São Tomé and Príncipe is entering a new epoch of its development, taking advantage from its natural, human and financial resources and also its political stability.

Foreign investment plays an important role in this process and is vital for the economic growth and development of São Tomé and Príncipe.

There are several potential sectors for investment and they include agriculture, livestock, industry, fisheries, infrastructure, services and energy.

TIMOR - LESTE :

Chinese foundations give Timor-Leste medical paraphernalia

<https://macauhub.com.mo/2020/05/28/20200528004/>

28 May 2020 | China | Timor-Leste

Two Chinese charitable foundations, the Jack Ma Foundation and the Alibaba Foundation, have given Timor-Leste several tonnes of medical equipment and supplies, Lusa reports.

The Portuguese news agency, citing a written announcement by the Chinese Embassy in Dili, says the medical paraphernalia arrived in Dili on a charter flight from Singapore.

The announcement says the shipment includes 130,000 face masks, 20,000 pairs of gloves, 5,000 sets of personal protective equipment, 5,000 face shields, 5,000 kits for detecting the Covid-19 virus, 39 thermometers and 10 ventilators.

China will continue to closely monitor the Covid-19 pandemic in Timor-Leste and give the country more help, if needed, Lusa quotes the Chinese Embassy in Dili as saying.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinaplp.org.mo/chinese-foundations-give-timor-leste-medical-paraphernalia/>

Chinese contractor to repair damaged bridge in Timor-Leste

<https://macauhub.com.mo/2020/05/27/20200527002/>

27 May 2020 | China | Timor-Leste

China Building Material Tangshan Installation Co. (CBMI) will repair the Weru-Locho bridge in southeastern Timor-Leste's Lautém district, which was damaged by floods caused by heavy rain, ANTIL reports.

The Timorese state-run news agency quotes Rui Hernâni, Director-General at Timor-Leste's Public Works Ministry, as saying representatives of the Ministry's Project Management Unit and the Chinese State-owned contractor are already on site to see what has to be done.

Mr Hernâni hopes CBMI can repair the Weru-Locho bridge quickly so that traffic can pass between Timorese capital Díli and the city of Lospalos as it did before, ANTIL says.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinaplp.org.mo/chinese-contractor-to-repair-damaged-bridge-in-timor-leste/>

***** AFRIQUE DU NORD *****

EGYPT :

Un an après la disparition de Morsi ... des évènements commémorés et des manifestations organisées (Encadré)

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/un-an-apr%C3%A8s-la-disparition-de-morsi-des-%C3%A9v%C3%A8nements-comm%C3%A9mor%C3%A9s-et-des-manifestations-organis%C3%A9es-encadr%C3%A9/1880900>

18.06.2020 AA / Istanbul - Le Centre égyptien pour l'Information (opposition) a publié, selon un communiqué, un livre à titre symbolique, de 15 chapitres, sous le titre « Morsi, le président martyr...chevalier de la liberté et symbole de la résistance ».

L'ancien président égyptien Mohamed Morsi, issu de la confrérie des « Frères Musulmans » est décédé, il y a de cela une année, suivi quelques mois plus tard, de son benjamin Abdallah.

Avec cette disparition, les affaires imputées à Morsi, et qu'il a refusé d'en reconnaître la légitimité des années durant, ont pris fin, et la flamme de la confrérie s'est éteinte sur le chemin qu'elle s'est tracée pendant de longues années de confrontations avec un pouvoir qu'il considère comme « interdite ».

Le premier anniversaire du décès de Morsi a été commémoré, en organisant une série de manifestations en dehors de l'Égypte, en relatant les faits et évènements ayant émaillé ses six ans d'arrestation, survenue pendant l'été 2013, et ce jusqu'à sa mort le 17 juin 2019.

Entre un décès qui avait défrayé la chronique et un premier anniversaire qui replonge ses partisans dans le passé, ni la confrérie des « Frères » et encore moins la famille de Morsi ne veulent reconnaître que la disparition de l'ancien président est due à une « subite crise cardiaque », subie au cours d'une audience au tribunal, et l'objectif de mobiliser et de diligenter une enquête internationale est toujours présent dans les esprits de ses partisans.

Ainsi, la crise des droits du défunt président avec les autorités égyptiennes, se poursuit, qu'il soit vif ou mort, dès lors que sa confrérie, fondée en 1929, estime qu'il s'agit d'un « droit imprescriptible et inaliénable », alors que le Régime égyptien s'obstine à la qualifier « d'allégations et de tissu de mensonges ».

C'est dans cette optique que AA a observé les principaux évènements de l'année, qui s'est écoulée depuis le décès jusqu'à la commémoration du premier anniversaire, déclinant cette observation en 4 axes consistant en les retombées sur la Confrérie, la famille de Morsi et sur ses démêlés avec la justice, parallèlement aux manifestations les plus marquantes de la commémoration de sa mort.

** La Confrérie des Frères Musulmans : de la légitimité au resserrement des rangs ETC.

La Turquie rejette les accusations de l'Égypte sur la Libye

<https://www.aa.com.tr/fr/politique/la-turquie-rejette-les-accusations-de-l-%c3%A9gypte-sur-la-libye/1867965>

- "Nous rejetons les accusations infondées du ministre des Affaires étrangères d'Égypte, Sameh Shoukry, faites contre la Turquie dans le contexte de la Libye", a déclaré samedi le porte-parole du MAE turc, Hami Aksoy. Zuhale Demirci | 06.06.2020

AA - Ankara- Ümit Dönmez

Le porte-parole du Ministère turc des Affaires étrangères a rejeté samedi les allégations formulées par l'Égypte contre Ankara concernant la Libye.

"Nous rejetons les accusations infondées du ministre des Affaires étrangères d'Égypte, Sameh Shoukry, faites contre la Turquie dans le contexte de la Libye lors de la réunion du 4 juin 2020 du groupe restreint des ministres des Affaires étrangères de la coalition mondiale pour la défaite de DAECH/ISIS", a déclaré Hami Aksoy, dans un communiqué du ministère.

Aksoy ajouté que la réponse appropriée a été apportée par le diplomate turc présent à cette même réunion :

"En fait, le Vice-ministre turc des Affaires étrangères, l'ambassadeur Sedat Önal, a donné la réponse nécessaire au ministre des Affaires étrangères d'Égypte lors de la réunion."

Le porte-parole a ajouté que le "putschiste Khalifa Haftar et ses alliés", y compris l'administration égyptienne, sont les véritables obstacles à la paix en Libye, avec leurs tentatives de renverser le gouvernement légitime et d'établir un régime autoritaire, faisant référence à la tentative de coup d'État du général renégat en Libye.

"Il n'est pas surprenant que ceux qui sont au pouvoir par un coup d'État soutiennent un putschiste", note Aksoy en référence au coup d'Etat militaire contre Mohammed Morsi, élu démocratiquement à la suite au "Printemps égyptien".

Le président destitué était décédé l'année dernière dans une prison égyptienne.

"Le soutien militaire que l'Égypte fournit depuis des années au putschiste Haftar constitue une violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies.", a ajouté Aksoy.

Le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères rappelle également le combat de la Turquie contre le groupe terroriste Daech, mené notamment en Syrie et en Libye :

"La Turquie, seul pays à neutraliser des milliers de terroristes en menant une lutte au corps à corps sur le terrain contre DAECH en Syrie, maintiendra son soutien au gouvernement légitime en Libye à la demande de cette dernière et conformément aux résolutions des Nations Unies", a insisté Aksoy.

Depuis avril 2019, les milices du général putschiste, Khalifa Haftar tentent de s'emparer par la voie militaire du pouvoir dans le pays, causant la mort de plus d'un millier de personnes dans les attaques.

En mars dernier, le Gouvernement libyen a lancé l'opération "Tempête de la Paix" afin de contrer les attaques contre Tripoli et a récemment regagné des emplacements stratégiques, notamment la base aérienne d'Al-Wattia et la ville de Tarhouna, deux événements considérés comme de sérieux revers pour les forces de Haftar.

La Libye est plongée dans le chaos politique depuis la chute du défunt "Guide de la Révolution libyenne", Mouammar Khaddafi, suite à l'opération "Harmattan" mené par la France dans ce pays.

En 2015, le Gouvernement d'entente nationale (GNA) a été instauré suite à un processus politique mené sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies., avec Favez al-Sarraj nommé comme Premier ministre de la Libye.

La Jordanie et L'Egypte appellent à parer contre l'annexion de territoires palestiniens

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/la-jordanie-et-legypte-appellent-%c3%a0-parer-contre-lannexion-de-territoires-palestiniens/1865614>

A l'occasion d'un entretien téléphonique entre les ministres des AE des deux pays, Aymen Safadi et Samih Chokri

Laith Al-jnaidi | 04.06.2020 Jordan / AA / Amman Leith Jonaidi

La Jordanie et l'Égypte ont appelé, jeudi, la communauté internationale à faire des démarches urgentes et efficaces afin d'empêcher Israël d'annexer des territoires palestiniens.

Cet appel a été lancé à l'occasion d'un entretien téléphonique entre le ministre jordanien des Affaires étrangères, Aymen Safadi et son homologue égyptien Sameh Chokri.

Les deux ministres ont averti, dans un communiqué du ministère jordanien des AE, des conséquences de l'exécution de la décision israélienne d'annexer des terres palestiniennes sur la sécurité et la stabilité, ainsi que sur les perspectives de paix dans la région.

Le communiqué a ajouté que les deux ministres ont mis l'accent sur le refus de leurs pays de la décision d'annexion, qui constitue une violation du droit international, altère la solution à deux Etats et anéantit les bases du processus de paix.

Le communiqué a insisté sur la nécessité de lancer des négociations sérieuses et directes (entre Palestiniens et Israéliens), afin d'asseoir une paix globale sur la base de la solution à deux Etats, conformément au droit international.

Les deux ministres ont affirmé que la paix est "un choix stratégique et une nécessité régionale et internationale, dont la seule voie est la solution à deux Etats sur la base du droit international et les références en vigueur".

Pour rappel, Fin avril dernier, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu et le leader du parti "Bleu et blanc" Benny Gantz se sont mis d'accord d'entamer, début juillet prochain, une opération d'annexion de grandes parties de la Cisjordanie occupée, dont la vallée du Jordan et les colonies.

D'après des estimations palestiniennes, cette annexion toucherait plus de 30% de la superficie de la Cisjordanie.

ALGERIE :

ONU : La Libye exprime sa reconnaissance au Qatar, à la Tunisie et à l'Algérie

<https://www.aa.com.tr/fr/politique/onu-la-libye-exprime-sa-reconnaissance-au-qatar-%C3%A0-la-tunisie-et-%C3%A0-lalg%C3%A9rie/1882757>

- Pour "les contributions des trois pays à la session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations unies consacrée à la Libye et pour la coordination des positions sur un certain nombre de questions". Mourad Belhaj | 19.06.2020 AA/ Libye

Le ministère libyen des Affaires étrangères a remercié le Qatar, la Tunisie et l'Algérie pour leurs contributions à la session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations unies consacrée à la Libye.

C'est ce qui ressort d'un communiqué du ministère libyen des Affaires étrangères, publié vendredi, à la suite de l'examen d'un rapport sur la situation humanitaire en Libye, lors de la 44e session du Conseil des droits de l'homme à Genève.

Le communiqué indique que le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Taher Siala, a eu des entretiens téléphoniques avec ses homologues du Qatar (Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani), de la Tunisie (Noureddine Erray) et de l'Algérie (Sabri Boukadoum), au cours desquels il leur a exprimé sa reconnaissance, au nom du gouvernement libyen.

Ces remerciements interviennent suite aux "contributions des trois pays à la session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme (des Nations unies) consacrée à la Libye et pour la coordination des positions sur un certain nombre de questions", a ajouté Siala, sans donner plus de détails.

Lors de la 44e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies qui s'est tenue jeudi, à Genève, Stéphanie Williams, envoyée par intérim des Nations unies en Libye, a présenté un rapport sur la situation humanitaire dans le pays.

"Depuis avril 2019 (date du début de l'assaut de la milice de Khalifa Haftar contre Tripoli) jusqu'à l'expulsion de ses forces de Tripoli, les habitants de la capitale ont vécu sous des bombardements

quasi constants, souffrants de fréquentes interruptions de l'approvisionnement en eau et en électricité", a déclaré Williams.

Et d'ajouter que, depuis le début de cette année jusqu'au 11 juin, la mission de l'ONU a recensé 146 morts et 235 blessés parmi la population civile, victimes des combats dont la capitale libyenne a été le théâtre.

Williams a également précisé que plusieurs morts, dont des enfants, ont été victimes des mines et des engins explosifs que la milice de Haftar a laissé après son retrait de la banlieue sud de Tripoli, ajoutant que cette situation mettait en danger les déplacés qui ont commencé à rentrer chez eux après la fin des combats.

L'armée libyenne a récemment remporté plusieurs victoires face à la milice de Haftar, notamment la libération de toutes les frontières administratives de Tripoli, ainsi que la reconquête de la ville de Tarhouna, de toutes les villes de la côte ouest, de la base aérienne d'Al-Wattia et des villes du Djebel Al-Gharbi (montagne occidentale).

Avec le soutien de pays arabes et européens, la milice Haftar avait lancé, depuis le 4 avril 2019, une attaque visant à s'emparer de la capitale, Tripoli, tuant et blessant un grand nombre de civils, et causant d'importants dégâts matériels à la ville et à ses infrastructures.

*Traduit de l'Arabe par Mourad Belhaj

La crise politique bloque toutes les initiatives économiques

<https://www.algerie-eco.com/2020/06/20/la-crise-politique-bloque-toutes-les-initiatives-economiques/>

Par Nordine Grim - 20 juin 2020 Il n'y a, de l'avis de nombreux hommes d'affaires que nous avons interrogés, aucun espoir que l'économie reparte sur de bonnes bases tant que la crise politique qui mine l'Algérie depuis le début de l'année 2019, n'est pas résolue. Et rien de sérieux ne présage malheureusement d'un dénouement prochain de cette crise politique, tant que les deux protagonistes (le pouvoir et l'écrasante majorité de la population) campent sur des positions systématiquement opposées. Ce n'est pourtant qu'à l'issue d'une neutralisation des rapports de forces ou de leurs basculement en faveur de l'un ou de l'autre protagonistes, que les algériens pourront enfin réfléchir à un nouveau projet de société sur lequel ils bâtiront une politique économique conforme à leurs aspirations et aux exigences de l'après crise sanitaire. Il est en effet urgent de résoudre au plus tôt cette crise politique qui paralyse aujourd'hui toutes les forces vives de la nation, bloque les initiatives et hypothèque le destin économique du pays. Le plus tôt sera évidemment le mieux, car en matière économique il est clairement entendu que « celui qui n'avance pas, recule » !! Et de ce point de vue, bon nombre de nations semblent l'avoir compris et se préparent à affronter du mieux possible les challenges multiformes de l'après Covid-19.

Empêtrée dans une interminable crise politique aggravée par une crise sanitaire qui accapare toute son énergie et des difficultés économiques qui lui ont fait perdre une part non négligeable de ses moyens, le gouvernement algérien n'est plus en mesure de réfléchir à son avenir. Il semble se complaire dans une sorte de statut quo qui ne présage rien de bon dans ce monde qui bouge et qui se prépare aux grands enjeux économiques et géostratégiques de demain. Il est donc impératif de trouver rapidement solution à la crise politique qui plombe l'Algérie, pour passer aux choses sérieuses que sont l'économie, la santé publique et le bien être social. Toutes ces questions requièrent des investissements et des initiatives publiques et privées qui ne peuvent se prendre dans un contexte aussi incertain que celui qui vit présentement le pays ETC.

Crise libyenne : Le président Tebboune reçoit Fayez Al-Sarraj

<https://www.algerie-eco.com/2020/06/20/le-president-tebboune-recoit-fayez-al-sarraj/>

Par Arezki Benali - 20 juin 2020 Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a reçu ce samedi le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, Favez Al-Sarraj, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué de la présidence de la République.

Cette visite s'inscrit dans le cadre « des efforts intenses consentis par l'Algérie visant la reprise du dialogue entre les frères libyens en vue de trouver une solution politique à la crise libyenne, une solution basée sur le respect de la volonté du peuple frère et la garantie de son intégrité territoriale et de sa souveraineté nationale, loin de toute intervention militaire étrangère », conclut le communiqué.

Favez Al-Sarraj est arrivé samedi matin à Alger pour une visite d'une journée en Algérie. Il a été accueilli, à l'aéroport international Houari Boumediene, par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, ainsi que par le ministre des Affaires étrangères Sabri Boukadoum, et celui de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud.

MAROC :

Maroc : le roi Mohammed VI opéré du cœur

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/maroc-le-roi-mohammed-vi-op%C3%A9r%C3%A9-du-c%C5%93ur/1877426>

- L'intervention, couronnée de succès, a été réalisée à la clinique du Palais Royal de Rabat, selon un communiqué de l'équipe médicale du souverain marocain

Mourad Belhaj | 15.06.2020 AA / Rabat / Tajeddin Al-Abdallawi

Les autorités marocaines ont annoncé que le roi Mohamed VI avait subi, dimanche à la clinique du Palais Royal de Rabat, une opération du cœur qui a été couronnée de succès.

C'est ce qui ressort d'un communiqué de l'équipe médicale du monarque marocain, 57 ans, relayé par l'agence de presse officielle MAP, dimanche soir.

Le communiqué précise que l'intervention a été décidée suite à une "récidive du trouble du rythme cardiaque type flutter auriculaire".

Les médecins du roi ont recommandé une "ablation complémentaire par radiofréquence", qui s'est soldée par un "succès complet" avec "restauration du rythme cardiaque normal", souligne le communiqué de l'équipe médicale.

Mohamed VI avait subi une intervention similaire, le 26 février 2018, dans la capitale française, Paris.

*Traduit de l'Arabe par Mourad Belhaj

La Tunisie et le Maroc soutiennent les institutions libyennes légitimes

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/la-tunisie-et-le-maroc-soutiennent-les-institutions-libyennes-l%C3%A9gitimes-/1868921>

- Les deux pays ont assuré qu'ils resteront fidèles à l'accord de Skhirat, signé au Maroc en 2015 et accepté par le Conseil de sécurité des Nations unies

Hamdi Yıldız, Ayvaz Çolakoğlu | 08.06.2020 Le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Tahar Siala, a assuré, après s'être entretenu au téléphone avec ses homologues tunisien et marocain, que ces deux pays prendront comme référence l'accord de Skhirat signé au Maroc comme base pour une solution au conflit armé en Libye.

Selon un communiqué du ministère libyen des Affaires étrangères partagée sur les réseaux sociaux, Siala s'est entretenu téléphoniquement avec le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita.

Lors de l'entretien, le ministre marocain des Affaires étrangères Bourita a assuré que la principale référence pour toute solution politique en Libye est l'accord de Skhirat signé au Maroc.

Les deux ministres ont souligné la nécessité de poursuivre la consultation et la coordination entre le Maroc et la Libye.

Le ministère tunisien des Affaires étrangères a annoncé que le ministre tunisien des Affaires étrangères, Nouredine Erray, a échangé au téléphone avec ses collègues algérien, marocain, égyptien et libyen.

Ce dernier à une nouvelle fois confirmé que la Tunisie continuera de soutenir les institutions du peuple et de l'État libyens, une position que ce dernier a qualifié d'immuable.

Afin de surmonter la crise en Libye, l'accord de Skhirat a été signé au Maroc en 2015 et accepté par le Conseil de sécurité des Nations unies. Conformément à l'accord, le Gouvernement d'union nationale a été chargé de mener à bien le processus de transition en Libye.

Conformément à cet accord, deux chambres parlementaires ont été mises en place à Tobrouk pour la législature, et le Conseil suprême de l'État libyen en tant qu'institution consultative.

TUNISIA :

La Tunisie visée par les ÉAU dans le plan du "Nouvel ordre régional" (analyse)

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/la-tunisie-vis%C3%A9e-par-les-%C3%A9au-dans-le-plan-du-nouvel-ordre-r%C3%A9gional-analyse/1858441>

- Des efforts intensifiés sont déployés, depuis des années, par les Émirats arabes unis, pour orienter les politiques internes et externes de certains pays, dont la Tunisie, dans le but de construire un "Nouvel ordre régional" Afef Toumi | 30.05.2020 AA - Istanbul

Abu Dhabi tente d'orienter la politique tunisienne pour appuyer le plan du "Nouvel ordre régional", qui vise à détruire les mouvements islamistes et à diriger les politiques de certains pays à travers des outils économiques.

Ayant de faibles capacités militaires, Abu Dhabi a besoin d'alliés régionaux pour construire le Nouvel ordre régional souhaité. Cependant, ce pays du Golfe échoue toujours en présence de la Turquie, qui représente une importante force dans la région.

Des efforts intensifiés sont déployés, depuis des années, par les Émirats arabes unis (ÉAU), pour orienter les politiques internes et externes de certains pays, dont la Tunisie.

Le but est de construire un "Nouvel ordre régional" adéquat aux perceptions des Émirats, et ce, en s'attaquant aux processus démocratiques et en semant la zizanie dans plusieurs pays. Ainsi, on peut facilement conclure que les politiques émiraties provoquent le désordre et l'instabilité dans la région.

Contrairement à l'Arabie saoudite, le partenaire le plus important au sein de la Coalition militaire arabe au Yémen, les Émirats appuient les forces séparatistes dans le sud du Yémen.

Abu Dhabi fournit également un appui financier et diplomatique au Régime de Bachar al-Assad en Syrie et contribue, ainsi, à la destruction de l'unité dans ce pays comme dans d'autres pays, dont la Somalie où les organisations terroristes sont financées par les Émirats, visant à créer une atmosphère d'insécurité pour dominer la région.

Des projets "sales" sont soutenus par Abu Dhabi et son prince héritier Mohammed Ben Zayed, dont l'objectif est de vendre la Palestine à Israël, avec l'aide du planificateur de ces projets, Mohammed Dahlan.

- Appui aux mercenaires

Les projets des Émirats visent principalement à développer des rapports harmonieux avec les forces mondiales, dont les États-Unis, la Russie et la Chine, ainsi qu'à l'obtention d'un pouvoir dans la région.

Les plans émiratis sont la base du Nouvel ordre régional. Ils impliquent, entre autres, la coopération avec les Russes en Libye en finançant les mercenaires de la société Wagner, pour soutenir le général putschiste, Khalifa Haftar, contre le gouvernement légitime reconnu par la communauté internationale.

À travers sa coopération avec le Régime d'al-Assad en Syrie, Abu Dhabi tente d'équilibrer doucement ses relations avec Washington et Pékin, sur les plans économique, culturel et diplomatique.

Ayant de faibles capacités militaires, Abu Dhabi a besoin d'alliés régionaux pour construire le Nouvel ordre régional souhaité. Cependant, ce pays du Golfe échoue toujours en présence de la Turquie, qui représente une importante force dans la région.

C'est pour cette raison qu'Abu Dhabi déploie des efforts intensifiés dans la région où la présence turque est notable, entre autres en Libye et dans les pays en crise.

Ces efforts visent les principaux acteurs dans ces pays, qui refusent de faire partie des plans émiratis au Yémen et en Libye, ainsi que les parties qui œuvrent à développer des rapports neutres et solides avec Ankara, comme le montrent bien les attaques des Émirats contre certains acteurs au Maroc et en Tunisie.

- Les Islamistes visés

L'un des éléments de base dans le plan émirati du "Nouvel ordre régional" est la destruction de tout mouvement islamiste pouvant menacer ses systèmes. Ce plan est exécuté à l'intérieur du pays, dans les pays du Golfe et du Moyen-Orient ainsi qu'à l'échelle internationale.

Au moment où tous les réformistes sont opprimés, surtout les journalistes de critique comme Ahmed Mansour, se poursuit le blocus imposé par l'Arabie saoudite, les Émirats, le Bahreïn et l'Égypte depuis 2017 sur le Qatar, qui accueille d'importantes personnalités du Groupe des Frères musulmans. Un blocus appliqué au niveau de toute la région du Golfe.

À l'échelle régionale également, Abu Dhabi mène une guerre contre plusieurs pays, dont la Turquie, sous prétexte qu'il existe une alliance entre Ankara et les Frères musulmans.

Pour les ÉAU, le Président américain, Donald Trump, représente une opportunité à saisir. En effet, Abu Dhabi est soutenu par Washington dans ses actions de lobbying et continue, en parallèle, à renforcer sa coopération avec les forces mondiales comme la Chine et la Russie.

En réalité, les politiques étrangères hostiles et très ambitieuses des ÉAU dépassent les capacités de ce pays et les ambitions de son élite politique l'empêchent d'agir raisonnablement.

En dépit des répercussions de la crise de la Covid-19 sur l'économie émiratie, Abu Dhabi poursuit ses activités en dehors du pays, entre autres, dans les pays de l'Afrique du Nord, en voulant faire circuler l'idée de l'échec du gouvernement marocain dans sa lutte contre la pandémie et en visant la Tunisie, à travers des campagnes orchestrées sur les réseaux sociaux.

- Attaques contre le Mouvement islamiste en Tunisie

La chaîne al-Arabiya, financée par l'Arabie saoudite et située aux ÉAU, prétend que Rached Ghannouchi, président du parlement tunisien et du Mouvement Ennahdha (islamiste), possède une fortune qu'il a pu saisir par des moyens illégaux.

La chaîne Alghad TV, dont le siège est en Égypte et qui constitue une continuité de l'axe émirati-saoudien, se focalise également sur cette affaire. La chaîne, créée par Dahlan grâce à un financement émirati, vise à promouvoir une fausse image du peuple tunisien qui n'a pas confiance en son gouvernement ni aux enquêtes ayant lieu à ce sujet.

On peut dire que le but des ÉAU est d'influencer les affaires internes en Tunisie à travers des alliés d'Abu Dhabi dans le pays.

Il convient de rappeler qu'Abu Dhabi avait soutenu les protestations contre le Mouvement Ennahdha en 2013 et avait fourni un appui au Parti Nida Tounes (libéral - contre Ennahdha) à

l'élection présidentielle de 2014. Plus tard, des tentatives émiraties avaient eu lieu pour briser l'alliance Ennahdha-Nida Tounes, née à la suite des élections.

Abu Dhabi avait aussi soutenu financièrement les protestations anti-gouvernementales de 2018, dans le but de créer une fausse crise, contradictoire aux règles de la diplomatie, en interdisant aux Tunisiennes d'entrer aux ÉAU.

L'orientation des politiques internes en Tunisie par Abu Dhabi se manifeste aussi à travers le soutien de certains ministres et politiciens comme Lotfi Brahem et Nabil Karoui (dirigeant du parti Qalb Tounes - Cœur de la Tunisie), sauf que toutes ces tentatives ont échoué.

Quant au faux problème provoqué à l'encontre de Ghannouchi, certains groupes liés à l'axe émirati-saoudien ont appelé, à travers les réseaux sociaux, à retirer la confiance au gouvernement de coalition (dont Ennahdha est membre).

Des personnalités politiques tunisiennes, comme Abir Moussi, ont fortement critiqué Ghannouchi à travers des médias pro-Émirats, dont Al-Arabiya et Sky News. Moussi a considéré que les protestations de décembre 2010 en Tunisie n'étaient pas une révolution.

L'ingérence des ÉAU dans les affaires internes de la région s'est orientée, après la Tunisie, vers la Libye.

- La crise libyenne

On peut dire qu'il existe deux principales raisons pour que le Maroc, la Tunisie et l'Algérie soient visées par les ÉAU.

La première raison est que les acteurs politiques ne sont pas au service de l'Ordre régional mis en place et dirigé par les Émirats et l'Arabie saoudite. Les trois pays adoptent leurs propres politiques relativement indépendantes.

La deuxième raison est l'existence des mouvements islamistes, qu'ils soient minoritaires ou majoritaires, dans ces trois pays de l'Afrique du Nord. Abu Dhabi vise les pays qui ne sont pas sous sa domination et qui tolèrent la présence des mouvements islamistes.

Par ailleurs, les plans émiratis en Tunisie et en Libye sont inter-liés, car Abu Dhabi œuvre à orienter la politique tunisienne de manière à frapper les mouvements islamistes et démocratiques et à jouer un rôle actif dans la guerre civile en Libye ainsi qu'à limiter la présence de la Turquie dans la région.

En dépit de toutes les tentatives des ÉAU de manipuler la situation en Libye, cette dernière est restée neutre pendant la crise, ce qui a gêné Abu Dhabi.

Quant au gouvernement légitime libyen, bien qu'il déclare son soutien à l'Algérie et à la Tunisie, cette dernière avait refusé de laisser passer, à travers son territoire, les aides militaires turques envoyées au gouvernement de Favez al-Sarraj.

Ceci signifierait que le gouvernement tunisien ne prend pas partie que ce soit avec la Turquie ou bien avec les ÉAU et agit uniquement suivant les intérêts nationaux.

Cependant, Abu Dhabi n'apprécie pas cette position neutre que prend la Tunisie et tient à impliquer ce pays dans les changements de la région de l'Est de la Méditerranée.

Il convient de noter que les accords signés entre la Turquie et le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale ainsi que l'appui d'Ankara au gouvernement libyen ont permis à ce dernier de freiner les attaques du général putschiste, Haftar, contre les forces du gouvernement légitime.

L'accord signé entre les gouvernement turc et libyen, en décembre dernier, et l'intervention militaire turque en Libye ainsi que les renforts militaires fournis par Ankara au gouvernement d'al-Sarraj ont perturbé les plans émiratis envisagés dans la région.

Abu Dhabi essaye désormais, en soutenant Haftar et en impliquant la Tunisie dans la crise libyenne, de camoufler son échec et utilise la carte des aides humanitaires comme c'était le cas en Syrie.

Selon le journal Al-Quds al-Arabi, un soutien émirati a été proposé à la Tunisie dans la lutte contre la Covid-19. C'est ce qui a été soulevé lors d'un entretien téléphonique entre Ben Zayed et le Président tunisien, Kaïs Saïed, le 14 avril dernier, et a provoqué des différends politiques en Tunisie.

Certains analystes ont expliqué que cette initiative d'Abu Dhabi vise à attirer la Tunisie et l'impliquer dans l'affaire libyenne, sous le couvert des aides.

L'entretien téléphonique entre les deux dirigeants est intervenu après les échecs successifs de Haftar en Libye et la perte du contrôle des régions situées aux frontières avec la Tunisie.

Abu Dhabi tient à fournir davantage d'appui à Haftar dans l'Est de la Libye et à accorder la responsabilité de le soutenir, dans l'Ouest, à la Tunisie.

En conclusion, de grands efforts sont déployés par les ÉAU pour orienter la politique tunisienne intérieure et étrangère conformément à l'Ordre régional perçu par Abu Dhabi, dont la condition de base est d'éliminer les mouvements islamistes et de limiter la présence de certains pays acteurs dans la région, comme la Turquie.

Les attaques menées par les ÉAU contre les pays de l'Afrique du Nord sont destinées à renforcer le plan émirati, qui vise, entre autres, à entraver le processus démocratique et à s'attaquer à Ghannouchi. Ces pratiques sont également adoptées par certaines parties politiques s'opposant à l'instauration d'une démocratie dans la région.

Tunisie / Turquie : mémorandum de partenariat entre deux organisations patronales

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tunisie-turquie-memorandum-de-partenariat-entre-deux-organisations-patronales-/1883523>

AA / Tunis - Mehmet Zeki Güvercin, président du comité diplomatique de la MUSIAD, Tarek Cherif, président de la CONECT, et Ali Onaner, Ambassadeur de Turquie auprès de la république tunisienne, ont animé, mercredi 17 juin, un webinaire au cours duquel les trois panélistes ont échangé des points de vue sur les relations diplomatiques et commerciales entre les deux pays.

Présentée par Zeki Güvercin comme étant une « organisation patronale turque très impliquée dans les relations internationales, qui a 87 bureaux en Turquie et plus de 200 représentations dans le monde », la MUSIAD a organisé ce webinaire aux fins de prospecter les mesures à prendre dans les deux pays, tant au niveau public que dans le secteur privé, qui seraient à même de développer les relations commerciales, estimées à plus d'un Milliard de Dollars par an durant les années passées.

Et Zeki Güvercin d'assurer que ces relations ne peuvent se développer « qu'à travers le partenariat stratégique entre les organisations patronales, parce que c'est le monde des affaires qui en tous temps, que ce soit en temps de crise ou en temps de paix, amène la croissance, amène le développement des relations commerciales, et permet de dépasser bon nombre de situations de crises et de difficultés ».

Intervenant à ce sujet, l'Ambassadeur Ali Onaner a insisté sur la « richesse de l'Histoire des relations tuniso-turques », soulignant que le cadre législatif dans les deux pays encourage les investissements, citant à cet égard l'accord de libre-échange entre la Turquie et la Tunisie.

L'ambassadeur Onaner n'a pas manqué à cette occasion de rappeler que la question du déséquilibre de la balance commerciale entre les deux pays demeurait un point d'achoppement, profitant de cette occasion pour passer en revue les nombreuses opportunités qu'offrent les deux marchés pour des échanges gagnant-gagnant susceptibles de rééquilibrer la balance de façon positive et constructive.

Tarek Cherif, président de la CONECT a abondé dans ce sens. Se remémorant ses débuts en tant qu'entrepreneur, il a souligné avoir commencé son « parcours commercial dans les années 80 avec des partenaires turcs », ajoutant que « la Turquie représente un modèle de réussite, avec un peuple qui cherche à créer de la richesse et de l'emploi ».

Le président de la CONECT a estimé que « beaucoup de choses restent à faire entre nos deux pays (...) car nous avons une responsabilité, à savoir celle de créer les conditions pour que nos entrepreneurs soient encouragés à se connaître et opérer ensemble », appelant les gouvernements des deux pays à continuer de créer les environnements propices à ces échanges.

Les trois panélistes ont évoqué les principales sphères d'activité qui pourraient développer les échanges entre les deux pays. L'occasion pour Tarek Cherif de rappeler que l'action de la CONECT

est en grande partie axée sur le développement des régions, évoquant dans ce contexte l'exemple de l'expérience turque dans le domaine de la transformation des matières premières.

Le président de la CONECT a souligné que l'industrie de transformation des matières premières en Turquie pourrait représenter une source d'inspiration pour les entrepreneurs tunisiens, qui peuvent être encouragés, via des partenariats avec des entreprises turques spécialisées dans ce domaine, à prospecter les opportunités qu'offrent les produits agricoles tunisiens, notamment les dattes et l'huile d'olive, en termes de développement du secteur de transformation des matières premières en Tunisie.

« Il y a beaucoup de choses à faire pour transformer nos produits, qui seraient destinés à la consommation locale, mais également à l'export », a-t-il souligné.

Et d'ajouter que l'encouragement des entrepreneurs tunisiens à investir dans les régions aux fins d'installer une industrie de transformation des matières premières agricoles, en partenariat avec des entreprises turques qui apporteraient leur expérience et leur savoir-faire en la matière, sortirait les agriculteurs du dilemme de la surproduction saisonnière, qui implique une fluctuation des prix intenable pour eux et pour les investisseurs potentiels dans le secteur.

L'Ambassadeur Onaner a renchéri, en insistant sur le sujet de l'équilibre de la balance commerciale. Il a ainsi soutenu que l'approche à l'égard de cette question, appelant à diminuer le volume des exportations turques vers la région est une approche négative, préconisant une approche plus positive, consistant à trouver les moyens d'encourager les exportations de produits tunisiens vers la Turquie.

L'une des solutions évoquées par l'ambassadeur turc serait d'encourager des entrepreneurs turcs à « investir et à s'investir en Tunisie », de façon à produire localement les articles qu'ils exportent actuellement vers le marché tunisien, dans le cadre de projets gagnant-gagnant qui, non seulement créeraient de l'emploi et de la richesse en Tunisie et développeraient ses exportations, mais qui permettraient également à ces entreprises d'accéder à d'autres marchés de la région du Maghreb et de l'Afrique sub-saharienne.

Ali Onaner a entre autres cité l'exemple de la production d'huile d'olive, suggérant la possibilité de créer une marque d'huile tuniso-turque, qui serait capable de concurrencer les autres marques mondiales, dans des marchés porteurs tel que ceux des pays d'extrême orient.

La Covid-19 s'est également invitée dans le débat, l'occasion pour les panélistes d'identifier des opportunités d'échanges entre les deux pays, notamment concernant le tourisme médical.

Evoquant le bond qualitatif enregistré par la Turquie dans le domaine de la santé, qui a permis au pays de faire face par ses moyens propres à la pandémie, les intervenants ont évoqué les opportunités de partenariats potentiels dans ce secteur entre les deux pays.

Tarek Cherif a évoqué à cet égard la position intéressante de la Tunisie dans la région du Maghreb, soulignant que la Tunisie accueille un nombre important de libyens et d'algériens, ainsi que des ressortissants de pays d'Afrique sub-saharienne qui visitent le pays à des fins de tourisme médical.

L'infrastructure privée dans le secteur de la santé s'est considérablement développée en Tunisie durant les 20 dernières années, a-t-il souligné, avec des cliniques privées offrant des services d'excellente qualité et à moindre coût qui répondent aux demandes de patients maghrébins, mais également européens.

Le président de la CONECT a ainsi identifié un domaine où l'expérience turque pourrait être profitable à ce secteur en Tunisie, à savoir la création d'hôpitaux privés, à l'instar de ceux existants en Turquie, et « qui pourraient être d'un appoint certain pour les familles tunisiennes et pour les visiteurs ».

Concernant le tourisme récréatif, les intervenants ont évoqué la possibilité de créer des packages à proposer aux touristes étrangers, sous forme de séjours doubles en Tunisie et en Turquie, destinés notamment à la clientèle chinoise, ce qui serait une opportunité à saisir pour les opérateurs touristiques des deux pays.

C'est dans ce contexte que l'ambassadeur Onaner a rappelé que le tourisme russe a beaucoup augmenté en Tunisie, notamment en 2016, les tour-operators turcs proposant aux touristes russes

demandeurs d'un produit touristique comparable à celui de la Turquie, d'opter pour la destination Tunisie, ce qui a amené à une certaine fidélisation de cette clientèle dans le pays.

L'ambassadeur turc a rappelé à cet égard que les frontières tunisiennes seraient rouvertes, pour certains pays, à partir du 27 juin, et qu'il espérait que la Turquie fera partie de ce premier groupe de pays, soulignant être intervenu auprès de la direction de Turkish Airlines pour que la reprise des vols de la compagnie aérienne turque vers la Tunisie soit fixée au 27 juin, et non pour le premier Août tel qu'initialement prévu par Turkish Airlines.

Le modérateur du webinaire, Mehmet Zeki Güvercin, a choisi d'orienter la fin du débat vers le sujet des échanges entre institutions et établissements universitaires des deux pays, « qui relèvent de l'économique, mais aussi du culturel et du diplomatique ».

Le président du comité diplomatique de la MUSIAD a indiqué que son organisation portait un intérêt particulier à l'échange d'étudiants entre la Tunisie et la Turquie, « parce que c'est à travers cet échange que l'on va pouvoir développer la connaissance des deux pays (et l'apprentissage) des langues également, afin que ces étudiants destinés à devenir des chefs d'entreprises, deviennent également des ambassadeurs des deux pays dans leurs pays respectifs».

L'Ambassadeur de Turquie a à cet égard souligné que, « dans la mesure de nos moyens, nous essayons d'octroyer le plus grand nombre de bourses pour encourager des étudiants tunisiens à aller continuer une partie de leurs études en Turquie ».

Et d'ajouter que des foires et des expositions de présentation d'universités privées turques sont organisées chaque année en Tunisie, et suscitent un intérêt certain auprès des élèves et des étudiants tunisiens désireux de poursuivre leurs cursus universitaire en Turquie.

Ali Onaner a également souligné que les efforts de la Turquie n'étaient pas à sens unique, indiquant que le ministère turc de l'éducation « fait aussi l'effort de donner des bourses à des chercheurs et des universitaires turcs pour qu'ils viennent faire leurs doctorats en Tunisie (...) et nous avons actuellement des universitaires boursiers de la Turquie en Tunisie, qui ont vocation à être les futurs chercheurs » sur des questions internationales et notamment africaines.

L'ambassadeur a profité de cette occasion pour inciter des groupes privés des deux pays à octroyer des bourses privées à des étudiants destinés à devenir les futurs cadres de ces entreprises, pour qu'ils poursuivent leurs études universitaires en Tunisie et en Turquie.

Au terme de ce webinaire, qui a duré une heure et demi, et qui peut être consulté sur la chaîne YouTube de la MUSIAD, Mehmet Zeki Güvercin et Tarek Cherif ont signé, au nom de leurs deux organisations respectives, un mémorandum d'accord officialisant leur partenariat.

LYBIA :

Libye : l'armée considère les propos d'al-Sissi comme "une déclaration de guerre et une ingérence flagrante"

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/libye-l-arm%C3%A9e-consid%C3%A8re-les-propos-d-al-sissi-comme-une-d%C3%A9claration-de-guerre-et-une-ing%C3%A9rence-flagrante/1884351>

- C'est ce qui ressort des déclaration du porte-parole de l'Armée libyenne pour les opération de Syrte-Jafra, Abdelhedi Dara, samedi.

Meher Hajbi | 20.06.2020 L'armée libyenne a dénoncé les propos du président égyptien Abdelfattah al-Sissi, selon lesquelles Syrte et al-Jafra sont "une ligne rouge", tout en les considérant comme une déclaration de guerre et une ingérence flagrante.

C'est ce qui ressort des déclaration du porte-parole de la Salle des opération de Syrte-Jafra, Abdelhedi Dara, samedi.

Pour Dara, "les propos d'al-Sissi constituent une ingérence flagrante et une déclaration de guerre, toutefois, les forces gouvernementales sont déterminés à poursuivre les opérations pour libérer toute la région de l'emprise des milices terroristes de Haftar et des mercenaires".

En effet, le président égyptien Abdelfatteh al-Sissi a déclaré, samedi, que les forces armées égyptiennes pourraient participer à des missions militaires extérieurs expliquant qu'une intervention directe en Libye a acquis une "légitimité internationale".

"Soyez prêt à effectuer des missions à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Outrepasser la ville de Syrte (centre-nord de la Libye) et al-Jafra (sud-est de Tripoli) est une ligne rouge", a-t-il fait savoir lors d'un discours diffusée à la télévision égyptienne.

Il est à rappeler que le gouvernement libyen d'entente nationale, reconnu par la Communauté internationale, a condamné, à maintes reprises, le soutien militaire fourni par l'Égypte, les Émirats arabes unis, la France et la Russie aux milice de Haftar.

****** AFRIQUE DE L'OUEST ******

CÔTE D'IVOIRE :

Un contingent de 993 nouvelles recrues pour l'armée de Côte d'Ivoire
<https://aip.ci/un-contingent-de-993-nouvelles-recrues-pour-larmee-de-cote-divoire/>

Actualités 20/06/2020 à 18:12 Yamoussoukro, 20 juin 2020 (AIP) – L'armée ivoirienne s'est enrichie vendredi d'une vague de 993 nouvelles recrues présentées au drapeau national au cours d'une cérémonie solennelle en présence du chef d'état- major des armées adjoint, le général de division Kouamé Ndri Julien. Il s'agit du plus grand contingent de nouveaux soldats recrutés depuis la crise postélectorale qui a secoué la Côte d'Ivoire et le retour à la normalité. Ils étaient au départ 12.441 postulants dont 1050 ont eu accès à la formation. Au final 993 recrues dont cinq femmes ont accepté cette formation. Cet enrôlement s'inscrit dans la mise en œuvre de la loi de programmation militaire 2016/2020 dont l'objectif est de renforcer les capacités de l'outil de défense ivoirien en...

Côte d'Ivoire-AIP/ Secteur minier : La loi portant suppression de l'exonération de l'impôt sur les BIC adoptée
<https://aip.ci/cote-divoire-aip-secteur-minier-la-loi-portant-suppression-de-lexoneration-de-limpot-sur-les-bic-adoptee/>

A la une 18/06/2020 à 22:10 Abidjan, 18 juin 2020 (AIP)- Le ministre des Mines et de la Géologie, Jean-Claude Kouassi, a défendu et fait adopter, jeudi, à Abidjan, par les membres de la Commission des Affaires économiques et financières de l'Assemblée nationale, la nouvelle loi portant suppression des Bénéfices industriels et commerciaux (BIC), pour tous les acteurs du secteur minier, indique une note d'information dudit ministère transmise à l'AIP. Il s'agit de l'ordonnance N°2018-144 du février 2018 modifiant l'article 169 E de la loi N°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier. Expliquant le bien-fondé de la modification apportée par cette ratification au Code minier, M. Kouassi a indiqué qu'il est question de rééquilibrer le régime fiscal du secteur minier tout en préservant...

Côte d'Ivoire-AIP/ Le PDCI-RDA relève des anomalies au niveau de la révision électorale
<https://aip.ci/cote-divoire-aip-le-pdci-rda-releve-des-anomalies-au-niveau-de-la-revision-electorale/>

Abidjan 19/06/2020 à 14:20 Abidjan, 19 juin 2020 (AIP)- Le directeur exécutif en chef du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA), Maurice Kakou Guikahué, a indiqué vendredi lors d'une conférence de presse au siège du parti à Abidjan, que les informations de terrain révèlent des anomalies observées par des électeurs inscrits sur la liste électorale. Selon Kakou Guikahué, des personnes inscrites sur la liste électorale depuis 2010 et qui ont participé aux scrutins antérieurs ne retrouvent plus leurs noms. D'autres électeurs ont vu le changement de leurs lieux de vote, à leur

insu. « Le même constat est également fait autant pour les Ivoiriens vivants en Europe qu'en Côte d'Ivoire », a-t-il indiqué. « Le cas le plus flagrant est celui d'ivoiriens enrôlés en Russie...

TOGO :

Togo: Les évêques remettent en cause la régularité de la présidentielle de février
<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/togo-les-%C3%A9v%C3%AAques-remettent-en-cause-la-r%C3%A9gularit%C3%A9-de-la-pr%C3%A9sidentielle-de-f%C3%A9vrier-/1884202>

- Quatre mois après le scrutin et appellent à une sérieuse réforme du cadre électoral

Alphonse Logo | 20.06.2020 Les évêques du Togo ont exprimé vendredi soir leur "regret" face aux "nombreuses irrégularités" relevées dans le déroulement de la présidentielle de février 2020 remportée par Faure Gnassingbé avec plus 70% des voix.

Les évêques s'exprimaient à la fin de la 124e session ordinaire de la conférence épiscopale du Togo tenue cette semaine dans la capitale togolaise.

"Les Evêques ont observé, à regret, que l'élection de février 2020 a été marquée par de nombreuses irrégularités qui ont plongé le Togo dans un mouvement prévisible de contestations dès la proclamation des résultats", indique le communiqué final de la réunion.

Ce scrutin est contesté par l'opposition togolaise qui a dénoncé des fraudes, un bourrage des urnes et des chiffres contraires à la réalité.

L'opposant Kodjo Agbeyome (2e avec moins de 20%) soutenu par l'archevêque émérite de Lomé Mgr Kpodzro continue de réclamer sa victoire à cette élection.

L'ex chef de file de l'opposition, Jean Pierre Fabre (arrivé 3e avec moins de 5%) a, quant à lui, saisi la cour de justice de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'ouest) pour annuler le scrutin.

"Sans une sérieuse réforme du cadre électoral en vue d'élections libres, transparentes, crédibles et paisibles, la démocratie ne peut pas réellement fleurir au Togo", ont affirmé vendredi les évêques du Togo

SENEGAL :

Remaniement...les ministères qui doivent fusionner ou disparaître

<https://www.xibaaru.sn/remaniementles-ministeres-qui-doivent-fusionner-ou/>

By xibaaru Last updated Juin 20, 2020 Pour rendre plus efficace l'action gouvernementale : Macky Sall doit regrouper certains ministères

Rendre plus opérationnelle et plus efficace l'action de la prochaine équipe gouvernementale qui sera mise sur pied à l'issue du remaniement ministériel, c'est l'immense défi auquel le Chef de l'Etat va être confronté. Le Président de la République Macky Sall doit répondre aux nombreuses attentes des populations. Raisons pour lesquelles, il a été réélu à l'issue de la présidentielle de 2019.

L'action gouvernementale ne pourra être rendue plus opérationnelle et plus efficace que lorsqu'elle sera mieux coordonnée par un Premier ministre dont la suppression du poste dans l'architecture institutionnelle est lourdement ressentie. Bon nombre d'observateurs en sont venus à ce constat. La suppression du poste de Premier ministre a créé un très grand vide dans l'activité gouvernementale. Pour rendre encore toujours plus efficace et plus opérationnelle, l'activité de ses ministres, le Président de la République doit songer à la réduction de la taille du gouvernement. L'activité

gouvernementale s'est montrée si défailante ces dernières années que l'opinion ne manque de dénoncer de plus en plus la pléthore de ministres qu'il y a au Sénégal.

Des ministres payés grassement avec l'argent du contribuable à ne rien faire. D'où l'urgence pour le Président de la République Macky Sall de regrouper des départements en une seule entité ministérielle.

Le ministère de l'Economie doit retrouver les Finances et le Budget. L'Agriculture et l'Elevage peuvent et doivent se regrouper en un seul ministère. Le premier Président de la République du Sénégal, feu Léopold Sédar Senghor avait d'ailleurs toujours regroupé ces deux départements en un seul ministère. C'est ce que faisait Abdou Diouf à un moment. Le Président de la République Me Abdoulaye Wade lors de la constitution de sa première équipe gouvernementale à son accession au pouvoir, avait regroupé les deux entités en un seul ministère qui avait été confié à Pape Diouf.

Le ministère du Travail est détaché de la Fonction publique, depuis quelques années. Alors que la tradition républicaine avait toujours été que les deux se retrouvent en une seule entité. Les ministères de l'Education, de l'Enseignement supérieur, et de la Formation professionnelle doivent être regroupés, comme cela avait été le cas, à plusieurs reprises dans le passé, au Sénégal. Tout comme le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Parmi ces ministères qui partagent les mêmes départements, le président doit écraser des secteurs qui n'existent que de nom :

Moustapha DIOP, Ministre du Développement industriel et des Petites et Moyennes industries qui partage un département avec Madame Aminata Assome DIATTA, Ministre du Commerce et des Petites et Moyennes entreprises

Ndèye Tické NDIAYE DIOP Ministre de l'Economie numérique et des Télécommunications et Madame Zahra Iyane THIAM Ministre de la Microfinance et de l'Economie sociale et Solidaire

La liste est loin d'être exhaustive. Car plusieurs ministères peuvent et doivent être fusionnés.

La rédaction de Xibaaru

BURKINA FASO :

Tentatives de fraude à l'enrôlement : « C'est la honte de la République », s'indigne l'Opposition
<https://lefaso.net/spip.php?article97499>

Accueil > Actualités > Politique • LEFASO.NET • mardi 16 juin 2020 La crise sécuritaire, les tentatives de fraude lors de l'enrôlement des électeurs dans la région du Plateau-central, le sondage du « Présimètre » et l'affaire dite « Acquisition de 77 véhicules par la mairie de Ouagadougou » avec le maire Armand Beouindé ont été les principaux sujets abordés par le Chef de file de l'Opposition politique au Burkina Faso (CFOP-BF) au cours de sa conférence de presse hebdomadaire de ce mardi 16 juin 2020 à Ouagadougou.

Sur le sujet relatif aux élections du 22 novembre 2020, Adama Séré et son co-animateur de la conférence, Amadou Diemdioda Dicko, vice-président de l'Union pour le progrès et le changement (UPC) ont, s'appuyant sur un communiqué de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), soulevé le transport d'individus de Ouagadougou à Ziniaré (chef-lieu de la province de l'Ouhritenga) par un parti politique de la majorité (le Nouveau Temps pour la Démocratie, NTD) en vue de leur enrôlement sur le fichier électoral. Un convoi qui a été intercepté, le 11 juin 2020, par des services compétents de ladite ville à environ 35 kilomètres au nord-est de Ouagadougou.

« La CENI a condamné les faits et rappelé que de tels agissements constituent une infraction à la loi électorale et sont punis conformément aux dispositions de l'article 336-18 du Code pénal burkinabè. Aux termes desdites dispositions "Est puni d'une peine d'emprisonnement de un an à deux ans, d'une amende de cinq millions (5 000 000) à dix millions (10 000 000) de francs CFA et de la privation des droits civiques pendant cinq ans, quiconque se rend coupable de faits qualifiés de corruption ou de fraude électorale notamment par : l'inscription frauduleuse sur les listes électorales, le transfert et le transport des électeurs pour s'inscrire sur une liste électorale ou pour

voter ; (...)”. Selon toujours le communiqué de la CENI, les autorités compétentes ont été saisies et des enquêtes sont en cours pour établir les faits et situer les responsabilités. Pour sa part, l’Opposition politique condamne vigoureusement ces actions frauduleuses », se sont étalés les conférenciers.

« C’est la honte de la République. La honte de la République, c’est lorsque les dignitaires de la République utilisent les moyens de l’Etat comme moyen de fraudes ; des véhicules fond rouge (Etat) ont été aperçus à Ziniaré. Tout le monde sait que ce sont des véhicules d’un ministère. Non seulement on fraude l’opposition, mais également la nation, le citoyen. C’est la même chose qui s’est passé à Boussé », déplore Amadou Diomdioda Dicko. ETC.

BENIN :

Covid-19 au Bénin: nouvelles recommandations aux Archevêques et Évêques

<https://beninwebtv.com/2020/06/covid-19-au-benin-nouvelles-recommandations-aux-archeveques-et-eveques/>

Bénin Société par Cochimau S. Houngbadji 19 juin 2020 - Après la rencontre, tenue jeudi 18 juin 2020, entre une délégation gouvernementale et les chefs religieux, l’Eglise catholique prend de nouvelles dispositions pour faire respecter les gestes barrières contre la Covid-19. Dans un message adressé aux Archevêques et Évêques, le Secrétaire Général-adjoint de la Conférence Épiscopale du Bénin (C.E.B), l’Abbé Pascal Guézodjè, a indiqué les nouvelles recommandations issues de la rencontre.

La Conférence Épiscopale du Bénin adresse 06 nouvelles recommandations aux Archevêques et Évêques. Ces recommandations viennent appuyer les mesures préalablement prises par l’Eglise catholique pour le respect des gestes barrières, lors des célébrations eucharistiques et autres activités sur les paroisses et chapelles. Lesdites recommandations se présentent comme suit :

1- Il faut veiller au lavage systématique des mains de tous les fidèles à l’eau et au savon ou au gel hydroalcoolique;

2 – Tous les fidèles participant à la messe doivent porter leur masque;

3- Il est recommandé que le célébrant porte aussi le masque durant la célébration et surtout à la consécration et pendant la distribution de la Communion;

4- Tous les prêtres veilleront à se laver les mains au gel hydroalcoolique ou à l’eau et au savon, avant la distribution de la

Communion. Il en est de même pour les ministres extraordinaires de l’Eucharistie;

5- Il faut veiller à la distanciation sociale d’un mètre au moins à l’intérieur des églises;

6- On attirera l’attention des fidèles sur le fait qu’ils ne doivent plus s’attarder en salutation à la sortie des messes, étant donné qu’il a été remarqué qu’il leur est difficile de garder la distanciation sociale.

Dans son message, l’Abbé Pascal Guézodjè a fait savoir que le Ministre de l’Intérieur et de la Sécurité Publique va envoyer des forces de l’ordre dans les églises pour des contrôles. « Le Président de la C.E.B invite chacun de vous à donner les consignes adéquates à tous les prêtres et, par ces derniers, à tous les fidèles laïcs, afin que la discipline règne dans nos rangs », a-t-il conclu.

NIGERIA :

Operation Safe Haven: Troops eliminate kidnappers, rescue victims in Plateau – DHQ

<https://guardian.ng/news/operation-safe-haven-troops-eliminate-kidnappers-rescue-victims-in-plateau-dhq/>

By NAN 20 June 2020 | 3:11 pm The Defence Headquarters says the troops of Operation Safe Haven (OPSH), on Friday, June 19 neutralised three kidnappers during a commando operation at Qua'an Pan Local Government Area of Plateau state.

The Coordinator, Defence Media Operations, Maj.-Gen. John Enenche, disclosed this in a statement in Abuja on Saturday.

Enenche said that the operation was in continuation of intensive clearance operations under Operation Accord aimed at curtailing the activities of bandits and other criminals in the North West and North Central region.

Nabena urges Buhari to summon NEC emergency meeting

<https://guardian.ng/news/nigeria/national/nabena-urges-buhari-to-summon-nec-emergency-meeting/>

By NAN 20 June 2020 | 2:13 pm A chieftain of the All Progressives Congress (APC), Mr Yekini Nabena, has urged President Muhammadu Buhari to call for the party's National Executive Committee (NEC), emergency meeting to address the leadership crisis rocking the party.

Nabena, who is also the party's Deputy National Publicity Secretary, said this on Saturday at a news conference in Abuja.

The News Agency of Nigeria (NAN), reports that the Party's National Working Committee (NWC), has been divided into factions, each claiming leadership of the party.

The crisis followed the Appeal Court ruling affirming the suspension of Mr Adams Oshiomhole as the party's National Chairman.

Nabena urged the President to convene NEC emergency meeting to deliberate on consolidating the APC's control of Edo and Ondo States ahead of the forthcoming governorship elections in the states.

"At least four people are laying claim to the chairmanship of the APC following the court-ordered suspension of Comrade Adams Oshiomhole.

"All manner of Court cases and orders are flying around contesting party decisions and National Working Committee's position.

"Factions are festering at the national level and many states. The APC is clearly at a tipping point.

"The several court cases and orders over the national leadership of the party has put the party in a standstill and is a legal threat to forthcoming elections in Edo and Ondo States.

"President Muhammadu Buhari is the leader of the party and it has become imperative for him to convene an emergency meeting of the National Executive Committee.

"This is to find solutions to the crisis and chart a way forward," Nabena said.

GHANA :

Ensure free, fair and peaceful primaries - President

<https://www.businessghana.com/site/news/politics/215659/Ensure-free,-fair-and-peaceful-primaries-President>

Source: GNA President Nana Addo Dankwa Akufo-Addo has urged aspirants and delegates in the New Patriotic Party's (NPP) parliamentary primaries to help ensure that the elections are held in a free, fair and peaceful manner.

In a message ahead of the primaries that comes off on Saturday, June 20, 2020, he called on all who would take part in the process to adhere to the enhanced hygiene and social distancing protocols established for the contest.

"Let us respect the enhanced hygiene and social distancing protocols the Electoral Commission has put in place to guarantee our safety, and to prove to all that, in spite of CovID-19, our nation can conduct an electoral process, where the sanctity of the ballot is preserved.

The President advised aspirants and delegates not to work at cross purposes, cast aside their differences, and be committed to unity and the progress of the party.

He said the contest should serve to bolster the unity of the NPP and enhance its credentials.

"On Saturday, there will be no individual winners, neither will there be losers.

It is the NPP that must emerge stronger, united and victorious.

"We have a collective responsibility to demonstrate to the country, once again, our credentials of being the party with the strongest attachment to the principles of democratic accountability.

"We dare not fail the Ghanaian people.

So, let us join hands, in the aftermath of the primaries, to advance the principles and ideals of our party, the realisation of which are essential to the freedom, progress and prosperity of the Ghanaian people.

"We must remember, at all times, that we are the only party capable of supervising the transformation of our economy and nation that all Ghanaians want," he stated.

Investigations underway into missing suspected cocaine - GRA

<https://www.businessghana.com/site/news/general/215643/Investigations-underway-into-missing-suspected-cocaine-GRA->

Source: GNA The Customs Division of the Ghana Revenue Authority (GRA) says it has launched thorough investigations into the circumstances surrounding the handling and storage of the missing 100.

10 grams of whitish substance suspected to be narcotics.

A statement signed by Mrs.

Florence Asante, Assistant Commissioner Communications and Public Affairs, said the outcome and the findings of the Police Forensic Laboratory would be made public.

The substance, allegedly went missing after a joint operation by security operatives at the Kpoglo border post in the Volta Region on Friday, June 5, 2020.

According to the statement the suspected drug was intercepted by officers of the Customs Division together with other security operatives at the Kpodo border post, during a search conducted on a Toyota Land Cruiser Prado vehicle with registration number LSR 815 FV.

Also found on the vehicle was an amount of money in foreign currency amounting to US\$200,000.

It said "unfortunately, the driver of the vehicle fled the scene".

All the items found, were documented and handed over to the Customs Division for safekeeping.

On Monday 8th June, 2020, before the items could be escorted to Accra to be handed over to the Narcotics Control Commission, local officials from the Narcotics Control Commission (NACOB) requested that the substance be verified to ascertain whether it was intact.

This exercise was carried out in the presence of all the security operatives and it was then detected that 100.

10 grams of it could not be accounted for.

The statement said Customs officers, alongside Immigration Service officers escorted the intercepted items to Accra, but at Dawa, the vehicle developed a mechanical fault and the items were therefore escorted to Accra without the vehicle.

It added that, the vehicle was towed to Accra the next day and now in the custody of the Customs Division headquarters.

The items were handed over to the Commissioner, Customs Division, in the presence of invited media personnel.

Another inventory was carried with the report detailing the description of the exhibits.

This report also stated that 100.

10 grams of the substance was missing.

The statement said, officers of the Narcotic Control Commission, however, refused to take delivery of the exhibits because the vehicle was not part of the items.

Following the refusal by the NACOB officials to accept the exhibits, the Commissioner, directed that these should be handed over to the Police Forensic Laboratory for the necessary testing and the cash of US\$200,000, deposited at the Bank of Ghana.

"We want to put it on record that the process of arrest, handling of and handing over of all the exhibits has been inclusive, transparent and was carried out with the utmost integrity on the part of the Customs Division," the statement said.

"The Customs Division remains steadfast in carrying out its preventive functions at all the country's borders and will not under any circumstance compromise on its mandate.

We continue to cooperate with all state agencies, especially in joint border patrols in the common interest of good governance, including working with all other partner organisations and stakeholders to ensure the security and development of Ghana," it added.

COVID-19: 224 stranded Ghanaians in UK return

<https://www.businessghana.com/site/news/general/215642/COVID-19:-224-stranded-Ghanaians-in-UK-return>

15h ago | Source: GNA The maiden batch of 224 Ghanaians who were stranded in the United Kingdom because of the COVID-19 pandemic lockdown and border closures have been evacuated successfully back home.

The returnees who, arrived on Wednesday at the Kotoka International Airport in Accra were made up of 108 males, 103 females and 13 children.

As part of measures to contain the spread of the disease, the returnees are currently going through the 14 days mandatory quarantine.

According to the Ministry of Foreign Affairs and Regional Integration, the Government would be evacuating back home more Ghanaians, in the coming days, who are stranded in other countries due to the COVID-19 pandemic.

Evacuations from the United States will begin next week.

GAMBIA :

Turkish Embassy donates two 40ft containers ahead of OIC summit

<https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/turkish-embassy-donates-two-40ft-containers-ahead-of-oic-summit>

Jun 19, 2020, 11:59 AM - Petroleum House, Brusubi, 18th June 2020 -As part of our ongoing resource mobilization and key project implementations in preparations for the hosting of the OIC Heads of State Summit in The Gambia in 2022, The Gambia O.I.C.

Secretariat a.k.a. Oicgambia has acquired significant logistical and technical support for The Gambia Police Force through the Embassy of the brotherly and friendly Republic of Turkey in The Gambia.

Consequently, the Turkish Embassy will formally hand over two sets of 40ft containers loaded with modern policing and other security apparatuses and gears to the high command of the Police. The security support will undoubtedly boost the capacity of the police and other security services in the effort to protect lives and properties across the country.

****** AFRIQUE CENTRAL ******

TCHAD :

Tchad : plusieurs centaines d'officiers promus à des grades supérieurs à titre exceptionnel
https://www.alwihdainfo.com/Tchad-plusieurs-centaines-d-officiers-promus-a-des-grades-superieurs-a-titre-exceptionnel_a89344.html
Alwihda Info | Par Info Alwihda - 20 Juin 2020

Le chef de l'État Idriss Déby a signé vendredi une série de décrets portant promotion des officiers et sous-officiers supérieurs des forces armées et de sécurité au grade supérieur à titre exceptionnel. Plusieurs centaines d'officiers et sous-officiers supérieurs sont concernés par cette mesure exceptionnelle. Ils sont promus à différents grades : colonel, lieutenant colonel, lieutenant, capitaine, sous-lieutenant, commandant/chef de bataillon ou encore chef d'escadron. Les décrets sont contresignés par le ministre délégué à la Présidence, chargé de la défense nationale, de la sécurité, des anciens combattants et victimes de guerre.

Tchad : violents affrontements à l'extrême Nord, plusieurs morts
https://www.alwihdainfo.com/Tchad-violents-affrontements-a-l-extreme-Nord-plusieurs-morts_a89354.html
Alwihda Info | Par Info Alwihda - 20 Juin 2020

De violents combats ont opposé vendredi à quelques kilomètres de Zouarké, dans la province du Tibesti, des orpailleurs et des coupeurs de route, a confirmé aujourd'hui à Alwihda Info une source officielle qui a requis l'anonymat. Les affrontements armés ont débuté vendredi après-midi et se sont poursuivis jusqu'à la nuit. Des militaires tchadiens auraient quitté Zouar et Wour pour intervenir dans la zone de conflit. Un autre affrontement a eu lieu il y a quelques jours à Suisra, à quelques encablures de la Libye. Le bilan global des affrontements est d'au moins 24 morts et plusieurs blessés. Détails à suivre.

CENTRAFRIQUE :

RCA : Touadera au Burkina-Faso, un voyage d'affaire hautement privé.
<https://corbeaunews-centrafrique.com/rca-touadera-au-burkina-faso-un-voyage-daffaire-hautement-prive/>
Par Corbeaunews Centrafrique

Bangui, République centrafricaine, 19 juin 2020 (Corbeaunews-Centrafrique) – Le 10 Juin dernier, un jet privé Dassault Falcon 900EX immatriculé F-HREG est venu chercher le Président Touadéra pour un court déplacement à Ouagadougou. Alors que la Présidence du Faso communiquait sur le

caractère strictement privé de cette visite, la présidence centrafricaine évoquait elle une « visite de travail ».

Logé à l'hôtel Laico Ouaga 2000 où le Président Roch Kaboré l'a accueilli, Faustin-Archange Touadéra était accompagné par son Directeur de cabinet Obed Namsio.

Au moment où les frontières sont censées être closes pour cause de covid-19, beaucoup d'observateurs se sont interrogés sur les motifs de cette visite...

Ce jet privé Dassault Falcon 900 appartient à l'homme d'affaires burkinabè Mohamadou Bonkougou. Le PDG du groupe EBOMAF possède ainsi une flotte de six

aéronefs (dont un Airbus A318, un Falcon 7X et ce Falcon 900), affrétés notamment pour ses clients, des hommes d'affaires et des chefs d'Etat lui permettant

de soigner son réseau et de discuter affaires lors des trajets. Ce jet privé a ainsi été auparavant emprunté par les Présidents Félix Tshisekedi, Patrice

Talon, Mahamadou Issoufou ou encore Alassane Ouattara etc...

Bonkougou qui avait déjà été reçu à Bangui par le Président Touadéra, en présence du Ministre des Finances Dondra en Août 2016 était déjà en contact (au

temps où Bozizé occupait le Palais de la Renaissance) avec Sylvain Ndoutingäï (qui fut le mentor de Obed Namsio, l'actuel Directeur de Cabinet de Touadéra)

lequel est d'ailleurs à Ouagadougou depuis le début de l'année...

EBOMAF est en réalité un prête nom de l'ancien Président Blaise Compaoré et ses alliés au Burkina Faso et dans la sous-région. Quand EBOMAF est créée,

Roch Kaboré est alors Ministre des Transports et de la Communication et Blaise Compaoré occupe le palais de Kosyam depuis deux années. Mohamadou Bonkougou

est présenté à Blaise Compaoré par la belle-mère de François Compaoré Alizéta Ouédraogo et le général Diendéré (responsable des services de renseignements

et chef d'état-major particulier du Président). Compaoré et Diendéré vont alors œuvrer pour introduire EBOMAF auprès des chefs d'Etats de la sous-région

(notamment Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Mali) afin d'y obtenir des marchés essentiellement dans les secteurs du BTP et des mines (pour la construction,

l'aménagement des sites miniers et la location de matériel) moyennant de très importantes rétro-commissions octroyées aux chefs d'Etats dans des comptes

offshore à l'étranger. C'est ainsi que Blaise Compaoré et Roch Kaboré conservent aujourd'hui à travers EBOMAF des intérêts communs et Roch Kaboré a ouvert

pour EBOMAF le marché de la République Centrafricaine.

Car le but de cette visite de Touadéra à Ouagadougou le 10 Juin dernier n'est pas d'accentuer les relations bilatérales entre le Burkina Faso et la République

Centrafricaine ainsi que l'a affirmé la Présidence de RCA mais plutôt d'octroyer des marchés à EBOMAF dans le BTP, la location de jets privés et de matériels

en échange de juteuses rétro-commissions et des intérêts immobiliers au Burkina Faso pour le compte personnel du Président Touadéra...

Mohamadou Bonkougou qui apprécie avoir de luxueuses propriétés dans les pays de ses clients et amis chefs d'Etats a d'ailleurs récemment acheté une maison fraîchement achevée pour 1 milliard de FCFA (juste en face de la station Tradex, hôtel Oubangui – photo jointe).Corbeaunews

CAMEROUN :

Le Cameroun pourrait manquer de blé à cause de la suspension des exportations en Russie, son principal fournisseur

<https://www.investiraucameroun.com/actualites-investir-au-cameroun/1906-14701-le-cameroun-pourrait-manquer-de-ble-a-cause-de-la-suspension-des-exportations-en-russie-son-principal-fournisseur>

(Investir au Cameroun) - Les autorités publiques en charge secteur agroalimentaire au Cameroun révèlent dans une récente note que la demande en farine de blé du pays pourrait certainement être au-dessus des prévisions de 2020 pour cause du contexte épidémiologique dû au coronavirus.

Dans cette perspective, apprend-on, le Cameroun pourrait connaître une flambée des prix de cette denrée ou encore une pénurie. Ces craintes sont motivées par le fait que la Russie, l'un des plus grands exportateurs mondiaux de blé et principal fournisseur du Cameroun (elle détenait 40% des importations de blé du Cameroun en 2017), a suspendu ses exportations jusqu'au 1er juillet 2020, afin de sécuriser son marché intérieur dans ce contexte de pandémie de coronavirus. Cette décision de la Russie faisant suite à l'épuisement du quota de 7 millions de tonnes de céréales, fixé précédemment pour l'exportation entre le 1er avril et le 30 juin 2020.

Initialement, le gouvernement camerounais a prévu une importation de blé d'environ 900 000 tonnes en 2020 contre 830 000 tonnes en 2019. Cette importation permettra à l'industrie de la production et de la transformation de farine de produire environ 715 000 tonnes de farines en 2020, soit une prévision de production à la hausse de 8,3%. Sylvain Andzongo

CONGO BRAZZA :

Air France demande aux autorités congolaises la reprise de ses vols commerciaux entre Paris-Brazzaville et Pointe-Noire

<https://lesechos-congobrazza.com/economie/7060-air-france-demande-aux-autorites-congolaises-la-reprise-de-ses-vols-commerciaux-entre-paris-brazzaville-et-pointe-noire>

Air France, clouée au sol, voit sa trésorerie fondre depuis le début du confinement et la fermeture des frontières en France, en Europe et en Afrique. Pour tenter de renflouer ses caisses, la compagnie aérienne nationale française, fondée le 7 octobre 1933, souhaite, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France au Congo, adresser aux autorités congolaises, une proposition de demande officielle de reprise des vols commerciaux entre Paris et les deux aéroports du Congo, Brazzaville et Pointe-Noire.

« Nous souhaitons, à partir d'une date à déterminer avec les autorités congolaises dans le courant du mois de juin, reprendre un programme de vol régulier dit "allégé", qui pourrait être de 2 vols aller-retour par semaine entre Paris et Brazzaville, ainsi qu'un vol hebdomadaire sur Pointe-Noire de /vers Paris CDG », a écrit, le 22 mai dernier, le DG Congo d'Air France, Olivier Jallet à l'ambassadeur de France au Congo, tout en rassurant les autorités congolaises et sa clientèle que dans le cadre de la crise sanitaire mondiale liée au COVID 19, que le groupe Air France a mis en place un protocole sanitaire important et évolutif, notamment le contrôle de température au départ de l'ensemble de ses vols au moyen de thermomètres infrarouges sans contact, le port des masques...

Depuis le début du confinement et la fermeture des frontières en France en Europe et en Afrique, Air France a réduit ses vols de 95 %. Les pertes d'exploitation colossales pourraient se poursuivre pendant des mois, si ce n'est des années.

En temps normal, en une journée, 31 000 vols sont assurés sur le réseau européen. Aujourd'hui, le trafic est en baisse de 90% sur le continent. Et cela se traduit par des milliards d'euros de pertes.

Air France-KLM a annoncé jeudi dernier une perte nette d'1,8 milliard d'euros pour les trois premiers mois de l'année. À titre de comparaison, la compagnie avait perdu 324 millions d'euros lors de la même période l'an dernier.

Le trafic aérien est en chute libre pour l'ensemble des compagnies européennes qui enregistrent toute une baisse de leur trafic quotidien d'au moins 93%.

Jean-Jacques Jarele SIKA / Les Echos du Congo-Brazzaville <https://lesechos-congobrazza.com>

UNION AFRICAINE :

L'Afrique se dote d'une Plateforme de fournitures médicales

<https://www.afrique7.com/economie/23211-lafrique-se-dote-dune-plateforme-de-fournitures-medicales.html>

19/06/2020 Philippe Omotundo La Plateforme africaine de fournitures médicales a été officiellement lancée ce jeudi 18 juin par l'Union africaine (UA) qui voudrait, via ce canal, anticiper les pénuries en matériels et consommables médicaux, durant cette période de pandémie du coronavirus.

Il s'agit d'un portail continental en ligne permettant à tous les pays africains d'accéder aux fournitures médicales essentielles et nécessaires dans la lutte contre la COVID-19, a expliqué le président sud-africain Cyril Ramaphosa, président en exercice de l'UA, lors d'un point de presse en ligne.

Il voit dans ce projet, réalisé en partenariat avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), un outil qui permettra à l'Afrique de « s'attaquer aux pénuries et à la sécurité de l'approvisionnement, assurer la compétitivité des prix et la transparence des achats, réduire les retards logistiques et simplifier les processus de paiement ».

Ramaphosa mise donc sur une « plateforme commune où les gouvernements pourront accéder aux services de fournisseurs certifiés et de qualité » et où ils auront facilement accès à un marché en ligne « en un seul clic », au lieu de passer par un « processus onéreux et long qui force à parcourir le monde pour se procurer des fournitures médicales ».

Burundi : l'Union africaine félicite le nouveau Président

<http://sahel-intelligence.com/20466-burundi-lunion-africaine-felicite-le-nouveau-president.html>

9 juin 2020A. Lakhs La Commission de l'Union africaine prend acte de la publication des résultats définitifs de l'élection présidentielle au Burundi et forme ses vœux de plein succès au Président élu Evariste Ndayishimiye dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités.

Dans un communiqué, le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, exhorte les acteurs politiques et sociaux Burundais au dialogue pour faire face, dans un esprit de tolérance et de prise en compte de l'intérêt supérieur de la Nation, aux défis auxquels le pays est confronté.

L'élection d'Evariste Ndayishimiye, considéré comme un modéré, a été bien accueillie par l'Eglise catholique et Washington

Par ailleurs, l'ex-président Pierre Nkurunziza, a été hospitalisé à l'hôpital de Karusi, dans le centre du pays et serait dans un état grave.

CHINA :

Urgent: Burundi's outgoing President Pierre Nkurunziza dies of cardiac arrest
http://www.china.org.cn/world/Off_the_Wire/2020-06/09/content_76144475.htm

BUJUMBURA, June 9 (Xinhua) -- Burundi's outgoing President Pierre Nkurunziza has died following a cardiac arrest, Prosper Ntahorwamiye, spokesperson for the government, said here on Tuesday.

Nkurunziza was elected the president of Burundi by the parliament in 2005, and was re-elected in 2010 and in 2015. Enditem

Sommet virtuel Chine-Union Africaine / China, Africa Commit to Further Development, Security Cooperation

<https://www.ktpress.rw/2020/06/china-africa-commit-to-further-development-security-cooperation/>
by Editorial June 18, 2020 at 2:18 pm

The People's Republic of China represented by President Xi Jinping and African Heads of State of Government on June 17 met via video link for the Extraordinary China-Africa Summit on Solidarity Against COVID-19 where they discussed the threats of the pandemic and the joint efforts that are required to overcome them.

The summit is a joint initiative between the People's Republic of China, the Republic of South Africa in its capacity as the Chair of the African Union (AU), and the Republic of Senegal in its capacity as the Co-Chair of the Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC)

USA :

U.S. stops issuing visas to Burundi over deportation feud

<https://www.washingtontimes.com/news/2020/jun/19/us-stops-issuing-visas-burundi-over-deportation-fe/>

By Stephen Dinan - The Washington Times - Friday, June 19, 2020 / The Trump administration announced Friday it has stopped issuing most types of visas to Burundi citizens, moving to punish the country for its refusal to cooperate in taking back deportees.

Acting Homeland Security Chad F. Wolf announced the move, which was done in cooperation with the State Department.

He said the government tries to avoid such a serious penalty, but Burundi's refusal to cooperate left no choice.

"This announcement is about ensuring the safety of the American people and upholding the rule of law," he said. "Given that Burundi has failed to cooperate with the United States on these serious matters of immigration and public safety, we have no choice but to impose sanctions."

He said he hoped Burundi's new leader, President Evariste Ndayishimiye, would improve cooperation so the sanctions could be lifted.

The move is among the harshest ever taken by an administration under Section 243(d) of the Immigration and Nationality Act, which lays out the types of punishments for recalcitrant countries. Usually visas are halted for government officials. But Homeland Security said in the case of Burundi, it stopped issuing almost all visas, save for those such as diplomatic passes to allow diplomats or representatives at international organizations to come and go.

US-Africa Coronavirus Fight Is Multi-Front Battle

<https://www.voanews.com/covid-19-pandemic/us-africa-coronavirus-fight-multi-front-battle>

By Anita Powell June 04, 2020 06:13 PM

JOHANNESBURG - The challenges faced by African nations during the coronavirus pandemic are about much more than a rapidly spreading virus, American aid officials say. They're concerned about the threats it poses to proper nutrition, the economy, liberties and freedoms, and the ongoing war against a deadly parasite that has plagued this continent for centuries: malaria.

The U.S. has put in more than \$1 billion toward helping other countries fight the coronavirus pandemic. By State Department estimates, more than a quarter of that money has gone to the African continent. And in 2019, the U.S. Agency for International Development and the State Department added another \$8.3 billion of assistance to 47 countries.

That may seem like a large sum, but USAID's senior coordinator for Africa, Christopher Runyan, enumerated the challenges they have to cover with those funds — especially amid predictions that a viral spike is on its way for African nations.

People stand in a queue to receive food aid amid the spread of the coronavirus disease (COVID-19), at the Itireleng informal settlement, near Laudium suburb in Pretoria, South Africa.

People stand in a queue to receive food aid amid the coronavirus pandemic, at the Itireleng informal settlement, near the Laudium suburb in Pretoria, South Africa.

"Our primary concerns in Africa now are responding to the disease; the food security issues and disruptions in access to food; economic and employment impacts in Africa; and concerns for

democratic backsliding and the loss of progress in other development sectors. On health response, we may not yet have seen the potential height of an outbreak in sub-Saharan Africa," said Runyan. "Weak health system capacity, urban density with poor sanitation, and other challenges make Africa particularly vulnerable to a large-scale outbreak."

And, says Dr. Kenneth Staley, USAID's Global Malaria Coordinator and leader of its COVID-19 Task Force, there is another killer on the loose. According to the World Health Organization, malaria kills about 400,000 Africans each year. He says health workers and officials are doing all they can to keep up the fight against malaria.

"We're trying to ensure that all of our services are maintained during this time. ... As with many other crises, the challenges we see are very similar. So, first of all, we see effects with our supply chains," said Runyan. "We need to spend more time and think more about how we can get active pharmaceutical ingredients, for example, all the way to making sure that our medicines can reach the last mile.

"Then the third point, in terms of quantifying impact, we've seen about a 25 to 30 percent increase in our costs. To put a price tag on it, our estimated increased cost at the moment are about \$120 million dollars. ... And so I think the malaria coordinators in each country, as well as international partners, are going to great lengths to think through how we can adapt our delivery of care in the COVID-19 environment."

So far, the virus has killed about 2,800 people in Africa, according to WHO reports. In the U.S., 105,000 people have died.

Russian planes now flying for Libyan warlord, AFRICOM says

<https://www.stripes.com/news/africa/russian-planes-now-flying-for-libyan-warlord-africom-says-1.634227>

By JOHN VANDIVER | STARS AND STRIPES Published: June 18, 2020

STUTTGART, Germany — Russian warplanes delivered to support a rebel warlord in Libya and flown by mercenary pilots are now operational, U.S. military officials said Thursday.

Last month, U.S. Africa Command said Russia sent at least 14 MiG-29 fighter planes to Libya to prop up the forces of Khalifa Hifter, who has waged a yearslong fight against the country's Western-supported government. Those aircraft are flying out of al-Jufra air base in central Libya and operating near the coastal city of Sirte, according to AFRICOM, which released photos of a MiG-29 in flight.

The pilots are connected to Russian-backed private military companies, or PMCs, said Brig. Gen. Bradford Gering, AFRICOM director of operations.

"There is concern these Russian aircraft are being flown by inexperienced, non-state PMC mercenaries who will not adhere to international law; namely, they are not bound by the traditional laws of armed conflict," Gering said in a statement. "If this is true and bombing occurs, innocent Libyan lives are at risk."

Besides potentially changing the military balance in Libya, the Russia warplanes represent an attempt by Moscow to gain a "strategic foothold on NATO's southern flank," Gering said.

Since NATO's 2011 intervention in Libya, which helped militia fighters topple dictator Moammar Gadhafi, the country has been in disarray amid an armed conflict between rival factions seeking to gain control.

The United Nations and the U.S., which doesn't currently have ground troops in the country, support Libya's Government of National Accord. Turkey also backs the national government and has provided significant military aid. On the other side is the Libyan National Army, led by Hifter, a self-proclaimed field marshal, who has Moscow's backing.

In late May, AFRICOM said at least 14 MiG-29 fighters and several Su-24 attack jets were flown from Russia to Syria, where their Russian markings were painted over to camouflage their origins. AFRICOM said the deployment of the aircraft was in direct violation of the United Nations arms embargo on Libya.

Moscow has dismissed AFRICOM's claims that it had shipped the jets to Libya, saying that they were delivered to Syria in keeping with a bilateral defense agreement.

AFRICOM estimates that there are about 2,000 mercenaries connected to the private, Russian-backed Wagner Group currently in Libya.

Kenya warns US-China rivalry puts Africa at risk

<https://www.ft.com>

Kenyan leader appeals for international co-operation in the face of Covid-19 crisis

Kenya and other countries in Africa are in danger of being caught in the crossfire of US-China rivalry, Uhuru Kenyatta, the president, warned as he appealed for international co-operation in the face of the coronavirus crisis.

Uhuru defends trade deal with US, insists will not affect Africa pact

<https://www.the-star.co.ke/business/kenya/2020-06-19-uhuru-defends-trade-deal-with-us-insists-will-not-affect-africa-pact/>

Kenya- US in talks for a free trade agreement

In Summary

- The President says a new trade deal between Kenya and the US will be a win for Africa.
- President Uhuru spoke on Thursday at State House, Nairobi, during a webinar hosted by the Atlantic Council under the theme, "strengthening US-Africa ties through trade".

President Uhuru Kenyatta has reiterated that bilateral trade deal between Kenya and the US will not undermine the African Continental Free Trade Agreement (AfCFTA).

The President says a new trade deal between Kenya and the US will be a win for Africa.

It is the second time the President is giving his assurance after similar sentiments during his February visit to the US, where his meeting with US President Donald Trump opened talks for a possible a trade pact between Kenya and the US.

President Uhuru spoke on Thursday at State House, Nairobi, during a webinar hosted by the Atlantic Council under the theme, "strengthening US-Africa ties through trade".

He said instead a new deal will assist the continent by creating a reference upon which other African nations will negotiate bilateral arrangements within the AfCFTA framework going forward. "Kenya will be the first under the new AfCFTA so we are going to be trailblazers in this and we hope that others will also follow through," President Uhuru said said.

The Atlantic Council is an American think tank whose mission is to promote constructive leadership and engagement in international affairs. It regularly hosts world leaders to discuss subjects of public interest.

The President said an FTA (free trade agreement) between the US and Kenya would reposition Kenya as a gateway of American investments into Africa. ETC

U.S. Says South Africa's Poultry Tariffs Give EU Unfair Benefit

<https://www.bnnbloomberg.ca/u-s-says-south-africa-s-poultry-tariffs-give-eu-unfair-benefit-1.1453136>

Prinesha Naidoo and Ana Monteiro, Bloomberg News

South Africa's recent poultry-tariff increases give European exporters an unfair advantage over their American competitors even though the country benefits from duty-free access to the world's biggest economy, according to U.S. Trade Representative Robert Lighthizer.

"That strikes me as completely crazy," he said in a House Ways and Means Committee hearing on trade policy on Wednesday.

The continent's most-industrialized economy has duty-free access to the U.S. market under the so-called Generalized System of Preferences, America's oldest and largest trade-preference program for the world's poorest economies. The African nation raised duties on frozen bone-in chicken pieces to 62% from 37% for imports from all countries excluding those in the European Union, with which it has a free-trade agreement, and the Southern African Development Community. South Africa also increased tariffs on frozen boneless-chicken cuts to 42% from 12%.

Increases in levies were effected to help protect local producers that sought measures to counter a flood of cheap shipments that contributed to annual losses of 6.5 billion rand (\$374 million) for the local industry.

The move drew immediate criticism from the U.S. government, which previously threatened to exclude South Africa from a preferential trade agreement after a disagreement over the levies in 2015. South Africa allows the U.S. to ship a maximum of 65,000 metric tons of frozen bone-in chicken portions for free per year so it could remain a beneficiary of the African Growth and Opportunity Act, which provides 39 sub-Saharan African countries with duty-free access to the U.S. for about 6,500 products ranging from textiles to manufactured items.

The U.S. wants its trade and investment relationship with South Africa to continue to grow, rather than shrink, the U.S. Embassy in Pretoria said in an emailed response to emailed questions on June 12.

The U.S. began a review of the South Africa's market access under the GSP in January after the US Trade Representative accepted a complaint that the country's draft new legislation failed to "provide adequate and effective protection" of U.S. copyrights. A negative review could put as much as \$2.4 billion of South African exports at risk.

The US Government Kills Black People with Impunity Both at Home and Abroad

<https://www.thenation.com/article/world/antiblack-racism-africa-us/>

It's time to reckon with the anti-black brutality that defines American policy from Minneapolis to Somalia.

By Robtel Neajai Pailey and Amy Niang

June 16, 2020

In early February of this year, 18-year-old Nurto Kusow Omar Abukar was blown to smithereens by American air strikes as she sat down for dinner with her family in Jilib, Somalia. Hurling indiscriminately by the US Africa Command (Africom) in its hunt for al-Shabaab militants, the bombs also injured Abukar's younger sisters Fatuma, age 12, and Adey, age 7, as well as their 70-year-old grandmother, Khadija Mohamed Gedow. A few weeks later, on February 24, Africom

lobbed a Hellfire missile that killed 53-year-old banana farmer Mohamud Salad Mohamud in the nearby village of Kumbareere.

As the murders of Abukar and Mohamud tragically demonstrate, the US military has inflicted some of the most grotesque forms of violence on Africans under the pretext of protecting Americans. According to Amnesty International, the United States has conducted over 170 aerial raids since 2017, triple the number of the previous three years, killing between 900 and 1,000 Somalis. And while there has been almost no public uproar about black African civilian casualties of America's War on Terrorism abroad, they parallel black civilian casualties of domestic law enforcement at home.

Months after Africom's bombardments in Somalia, many of us watched and wept in horror as George Floyd was asphyxiated on the streets of Minneapolis, his immobile body pinned down by the knee of a white police officer. The irony that Floyd's demise occurred on Africa Day, May 25, which commemorates the founding of the Organization of African Unity, was not lost on those of us who see the continuities of anti-black racism on both sides of the Atlantic. ETC.

ONU / UN :

Citing ‘weight of history’, senior UN officials of African descent issue call to ‘go beyond and do more’ to end racism

<https://news.un.org/en/story/2020/06/1066242>

A group of more than twenty senior leaders in the UN, who report directly to Secretary-General António Guterres, and who are African or of African descent, have put their names to a personal and hard-hitting statement published on Friday, expressing their outrage at pervasive and systemic racism, highlighting the need to ‘go beyond and do more’ than just offering condemnation.

The signatories include high-profile heads of UN agencies, such as Tedros Ghebreyesus, head of the World Health Organization (WHO), Winnia Byanyima, Executive-Director of UNAIDS, and Natalia Kanem, who runs the UN sexual and reproductive health agency (UNFPA).

Grasping for breath. Begging for mercy. The entire world heard the tragic cry. UN African leaders op-ed

The editorial begins by evoking the death of George Floyd, the African-American man who died after a Minneapolis police officer knelt on his neck for more than eight minutes: “A desperate yearning for a long-departed mother. Reaching deep from the bowels of fragile humanity. Grasping for breath. Begging for mercy. The entire world heard the tragic cry”.

Citing the “deep trauma and inter-generational suffering” that has resulted from racial injustice, particularly against people of African descent, the opinion piece written in their personal capacity, declares that it is time to go further than simply condemning acts of racism, described as “a global scourge that has been perpetuated over centuries”. ETC

COVID-19 in Africa: WHO urges constant vigilance as cases top 200,000

<https://news.un.org/en/story/2020/06/1066142>

11 June 2020 Health / COVID-19 is accelerating in Africa, with more than 200,000 cases and more than 5,600 deaths, the regional office for the World Health Organization (WHO) reported on Thursday. Africa recorded its first case of the new disease in mid-February. While it took nearly 100 days to reach 100,000 cases, the jump to 200,000 cases occurred in less than 20. “For now, Africa still only accounts for a small fraction of cases worldwide”, said Dr Matshidiso Moeti, WHO Regional Director for Africa. “But the pace of the spread is quickening. Swift and early action by African countries has helped to keep numbers low but constant vigilance is needed to stop COVID-19 from overwhelming health facilities.” ETC.

Burundi - Le chef de l’Onu prend note des résultats de la présidentielle

<http://www.africactu.com/societe/3399-burundi-le-chef-de-l-onu-prend-note-des-resultats-de-la-presidentielle>

Le Secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres, a dit prendre note samedi des résultats définitifs des élections présidentielles et législatives au Burundi, où le candidat du parti au pouvoir, Evariste Ndayishimiye, a été proclamé président élu par la Cour constitutionnelle.

"Le Secrétaire général encourage toutes les parties à continuer de promouvoir une atmosphère pacifique et harmonieuse parmi tous les Burundais. Il réitère l'engagement de l'ONU envers la stabilité à long terme et le développement durable au Burundi", a-t-il ajouté dans un communiqué.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Samedi 20 juin 2020